



## **Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines**

*31, Avenue des Etats Unis, Quartier KIGOBE  
BP 2695 BUJUMBURA  
Telephone (00 257) 22 25 75 20 // 22 25 93 38  
info@adisco.org  
www.adisco.org*

# **RAPPORT ANNUEL 2018**

**SECRETARIAT GENERAL - JUILLET 2019**



# Sommaire

O. INTRODUCTION GENERALE.....	4
I. ADISCO, C'EST QUI ? C'EST QUOI ?.....	5
II. LA COUVERTURE GEOGRAPHIQUE .....	6
III. LE MOUVEMENT COOPERATIF.....	7
1. Des jalons, des effets et des changements au sein du mouvement coopératif.....	7
1.1. La cible des interventions de l'axe « coopérative ».....	7
1.2. Les exploitations familiales intégrées.....	8
1.3. La dynamique « coopérative » en décembre 2018 .....	9
2. Les innovations.....	13
3. Les coopératives et leurs produits en images.....	13
4. Les défis du mouvement coopératif.....	15
5. Perspectives du mouvement coopératif.....	15
IV. LE MOUVEMENT MUTUALISTE.....	16
1. Les changements opérés en 2018 au sein du mouvement mutualiste.....	16
2. Les MUSCABU en chiffres.....	17
3. Les défis et perspectives du mouvement mutualiste.....	18
V. L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES A L'AUTOEMPLOI ET L'EMPLOYABILITE A TRAVERS LA MDE.....	20
1. L'offre de la MDE.....	20

2. Changements visibles en 2018 sur l'insertion des jeunes.....	23
3. Les chiffres clés de 2018 sur l'appui à l'insertion des jeunes.....	24
4. L'Innovation en 2018 : le fonds d'amélioration de l'habitat rural.....	26
5. Les défis et perspectives dans l'accompagnement des jeunes à l'insertion.....	27
<b>VI. L'UNIVERSITE POPULAIRE HAGURUKA .....</b>	<b>28</b>
1. Des changements et des impacts induits par l'UPH.....	28
2. Les marqueurs de progrès de l'UPH en 2018.....	29
3. Les défis et perspectives de l'UPH.....	31
<b>VII. LE PLAIDOYER POLITIQUE.....</b>	<b>32</b>
1. Les réalisations.....	32
2. Perspectives du plaidoyer.....	34
<b>VIII. LA VIE ASSOCIATIVE DE L'ORGANISATION.....</b>	<b>35</b>
1. Gestion institutionnelle et représentation.....	35
2. Les emplois et les ressources financières 2018.....	36
3. Les ressources matérielles.....	36
4. Les ressources humaines .....	37
5. Perspectives de l'organisation : Vers un nouvel ADISCO.....	37
<b>IX. NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS .....</b>	<b>38</b>
<b>X. LISTE DES ACRONYMES.....</b>	<b>39</b>



## INTRODUCTION GENERALE

L'année 2018 marque le treizième anniversaire d'ADISCO au service du monde rural au Burundi. En collaboration avec les autorités administratives à tous les niveaux et avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, l'organisation a poursuivi son travail d'appui à la réflexion pour l'autopromotion, de formation, de structuration, d'appui matériel et financier de la population ainsi que du plaidoyer.

Elle a dans ce sens appuyé 34 538 ménages ruraux dans leur développement à travers des groupes d'entraide et de solidarité, des cellules de veille genre et droits humains, des activités génératrices de revenus, des micro entreprises, des coopératives et les mutuelles de santé pour l'accès aux soins de santé.

On note au cours de l'année 2018, des changements significatifs chez la population qui a bénéficié de notre accompagnement au niveau des mentalités, du savoir-faire, du savoir-vivre, du revenu et du bien-être.

Sans être exhaustif, la proportion des ménages qui recourent à la vente de détresse est passée en moyenne de 20.4% à 12.6% de 2017 à 2018, les coopératives café et vivrière réunies ont offerts 655 emplois dont 74 permanents tandis que les petits entrepreneurs ruraux et urbains ont créé pour eux et pour les autres jeunes 3785 emplois dont 37% d'emplois permanents.

On note un taux de fidélisation de 77% chez les mutuelles de santé, le fonds d'amélioration de l'habitat rural constitue une innovation pour la révolution du monde rural, l'UPH a diplômé sa troisième promotion de leaders paysans.

Grâce au plaidoyer, plus de coopératives sont devenues distributeurs d'engrais et les jeunes sont de plus en plus considérés dans les instances de prise de décision.

La vie associative a été marquée par la réflexion stratégique d'ADISCO pour la redéfinition de sa stratégie face et pour l'autonomisation des faitières du mouvement Haguruka ainsi que de ses instruments d'accompagnement que sont l'UPH et la MDE.

Ainsi, les chantiers dès 2019 se déclinent suivants les axes ci-après :

- Propager la vision Haguruka, renforcer l'identité du mouvement, promouvoir l'engagement militant ;
- Renforcer la qualité et l'éthique de gouvernance et du leadership ;
- Monter d'un cran le niveau les capacités entrepreneuriales des initiatives économiques (coopératives, artisans...) pour en garantir le développement, la rentabilité, la durabilité ;
- Professionnaliser l'accompagnement, le suivi, le coaching ;

- Systématiser une politique de mobilisation de ressources (y compris par des stratégies d'autofinancement) et de partenariat avec les PTF (concertation, coordination) ;
- Mettre en œuvre une politique de renforcement des compétences et des ressources humaines.

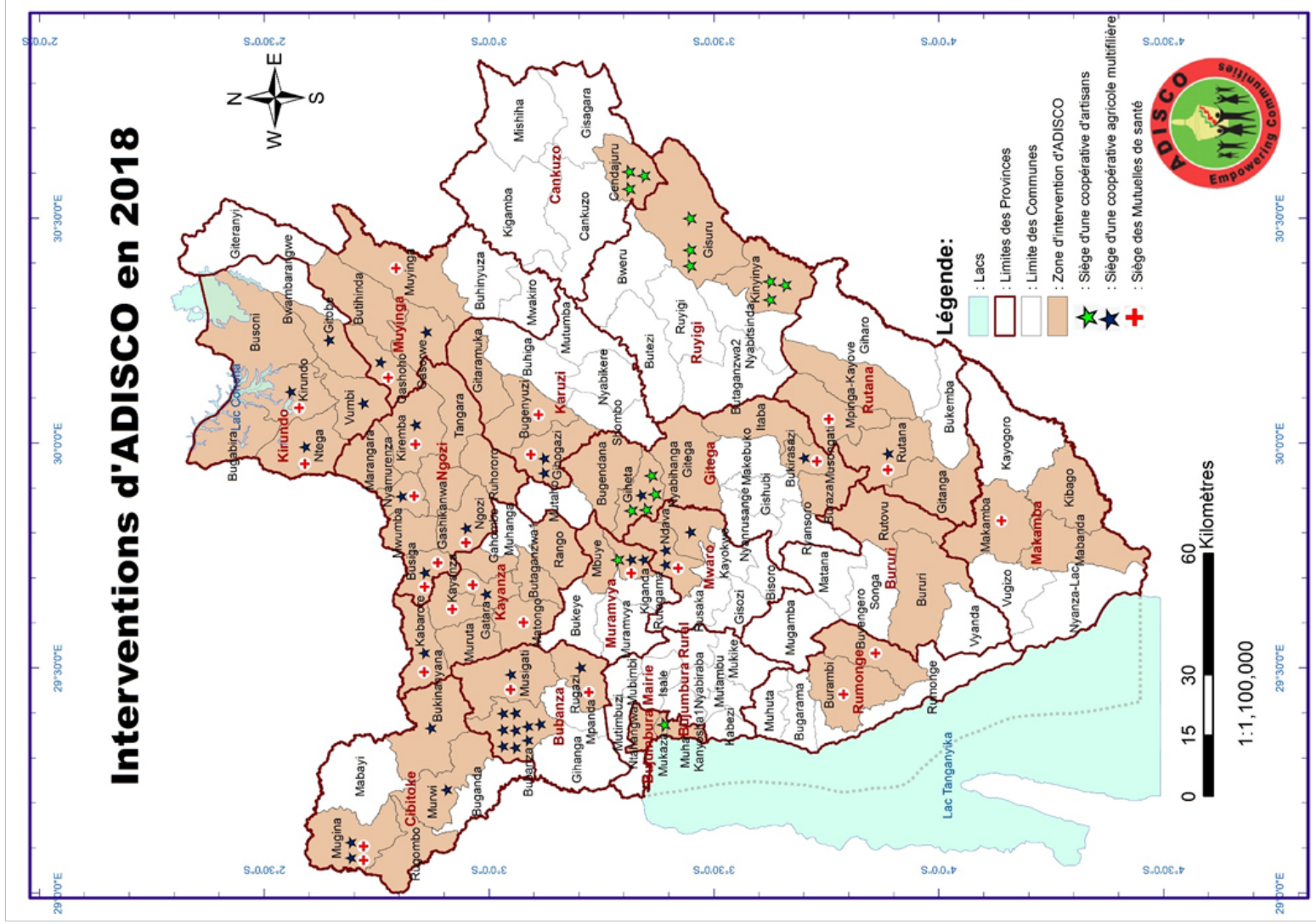
En tête de ce rapport, qu'il nous soit permis d'adresser nos sentiments de gratitude à tous nos partenaires techniques et financiers et à tous nos alliés pour le juste combat de développement du monde rural.

Nous plaçons au-delà de sa dédicace l'hommage aux leaders et guerriers intrépides qui se donnent corps et âmes au service de la population dans le parfait bénévolat.

**Libère BUKOBERO**  
**Secrétaire Général**



# LA COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



## LE MOUVEMENT COOPERATIF

Socle du mouvement haguruka, l'axe « Coopérative » repose sur les IGG et leurs variantes multiformes (groupes tontiniers, les VSLA, les SILC) qui constituent son ancrage à la base, les cellules de veille genre et droits humains et les exploitations familiales intégrées.

### 1. Des jalons, des effets et des changements au sein du mouvement coopératif

Quelques signaux ont marqué le mouvement coopératif au cours de l'année 2018 comparativement à l'année 2017.

La production agricole s'est améliorée grâce à l'accès aux intrants et à l'utilisation des techniques culturales améliorées. En effet, tous les projets ont facilité l'accès des ménages aux semences et intrants de qualité;

La proportion des ménages qui font la vente de détresse est passée de 20.4% à 12.6% tandis que la perception moyenne de la période de

soudure a diminué, passant de 3.64 à 3.4 mois en moyenne ;

Le niveau de satisfaction des besoins de base (qualité de l'habitat, accès aux soins de santé, alimentation et scolarisation des enfants) est passé de 62.47% à 66.77% dans nos zones d'intervention ;

L'introduction de l'innovation dans les milieux ruraux à travers la valorisation des produits et sous-produits agricoles, grâce à l'effectivité de la fonction « transformation » au sein des

coopératives qui commercialisent à ce jour 8 différents produits transformés ;

La création d'emplois et l'acquisition des compétences techniques et managériales par les ruraux: les coopératives café et vivrière réunies ont offerts 655 emplois dont 74 permanents en 2018. Tous ces employés ont été formés pour bien assumer leurs tâches, rôles et responsabilités ;

Le niveau de résilience de la population aux changements climatiques est passé de 33.22% à 40.05% dans nos zones d'intervention.

#### 1.1. La cible des interventions de l'axe « coopérative »

	Nombre de provinces touchées	Nombre de communes touchées	Nombre de collines touchées	Nombre de ménages accompagnés	Nombre d'IGG accompagnés	Nombre de VSLA	Nombre de coopératives accompagnées	Nombre de cellules de veille genre et droits humains	Nombre de CGRN
<b>2018</b>	<b>13</b>	<b>48</b>	<b>543</b>	<b>25 806</b>	<b>3 128</b>	<b>180</b>	<b>37</b>	<b>186</b>	<b>8</b>
<b>2017</b>	<b>13</b>	<b>48</b>	<b>486</b>	<b>22 915</b>	<b>2 804</b>	<b>93</b>	<b>29</b>	<b>168</b>	<b>0</b>

Entre 2017 et 2018, on note une réelle progression dans l'effectif des ménages et dynamiques accompagnés. Les IGG et les VSLA ont mobilisé au total 593.496.697 BIF pour le développement des initiatives auto promues tant au niveau individuel que collectif.

## 1.2. Les exploitations familiales intégrées

A la fin de 2018, les exploitations de 25.806 ménages agricoles qui ont été accompagnés se classent en quatre catégories que voici :

Catégorie	Sans EFI	EFI au stade 1	EFI au stade 2	EFI au stade 3 (TOP)
%	<b>26</b>	<b>53</b>	<b>20</b>	<b>1</b>
Description	Une exploitation incomplète, sans ordre des composantes, non rentable	Une exploitation qui intègre au moins les quatre composantes (élevage, lutte antiérosive, utilisation de la matière organique) avec une culture/élevage noyau	Une exploitation qui intègre au moins les quatre composantes (élevage, lutte antiérosive, utilisation de la matière organique) avec une culture/élevage noyau ; qui intègre en plus des alimentaires et des cultures spéculatives	Toutes les composantes sont en ordre et en toute proportion pour garantir la continuité alimentaire, des revenus et de la fertilité

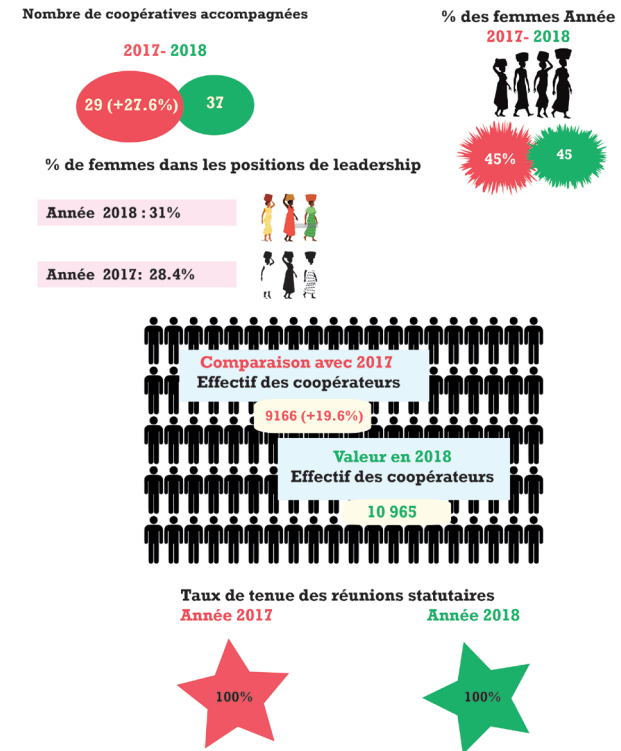
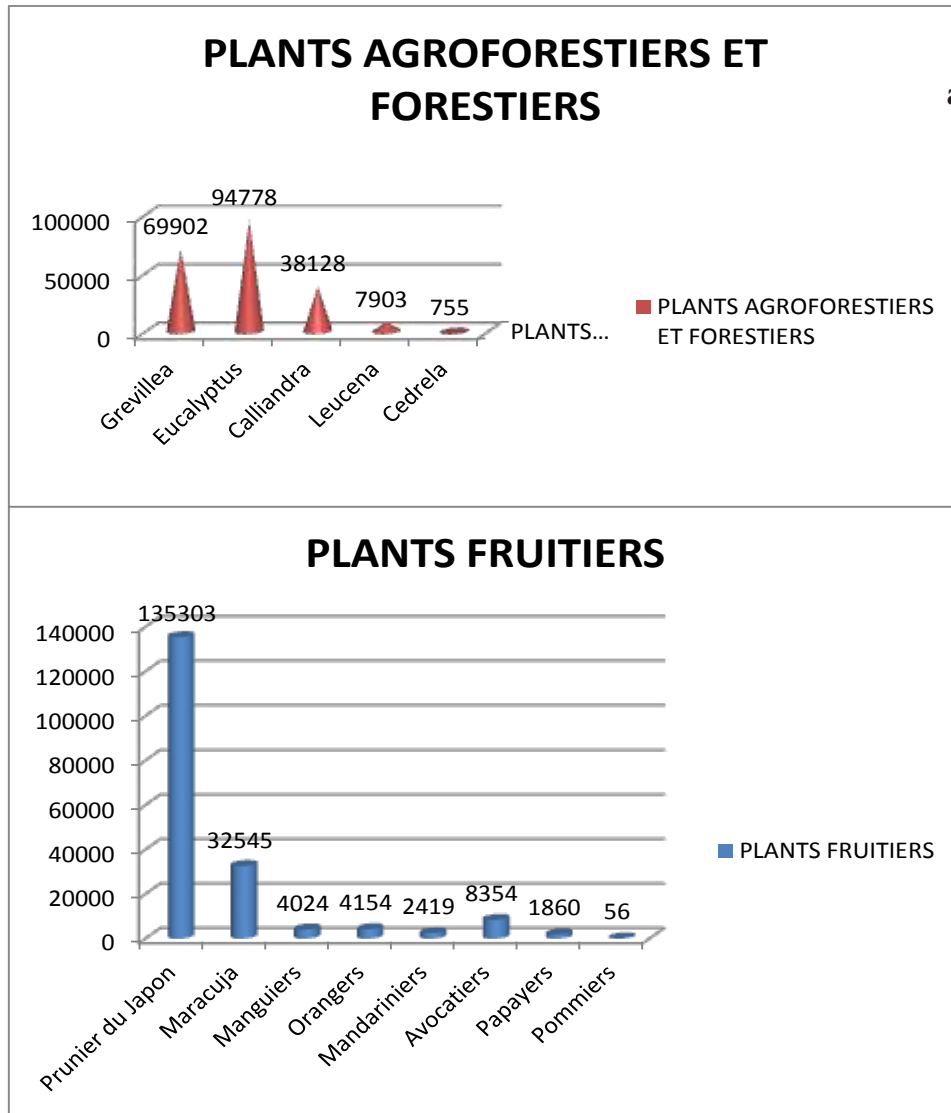
### L'amélioration des EFI continue grâce:

1. à la mise en place des mécanismes d'approvisionnement en semences de qualité : 7.498 kg de semences diversifiées ont été injectées dans les ménages à travers des stratégies d'autopromotion et de solidarité développées par les coopératives accompagnées ;
2. à l'intégration de l'agroforesterie dans les exploitations familiales : au total, 211.466 plants agroforestiers et 188.715 plants fruitiers ont été produits et plantés par les ménages ;
3. à l'organisation de la lutte antiérosive ;
4. à la production de la matière organique par compostage ;
5. à la promotion de l'élevage en stabulation permanente.

L'intégration de l'agroforesterie constitue un élément primordial pour l'amélioration et la stabilisation des EFI. Au cours de l'an 2018, une importante quantité d'arbres agroforestiers et fruitiers ont été produits et plantés comme le montrent les figures ci-dessous.

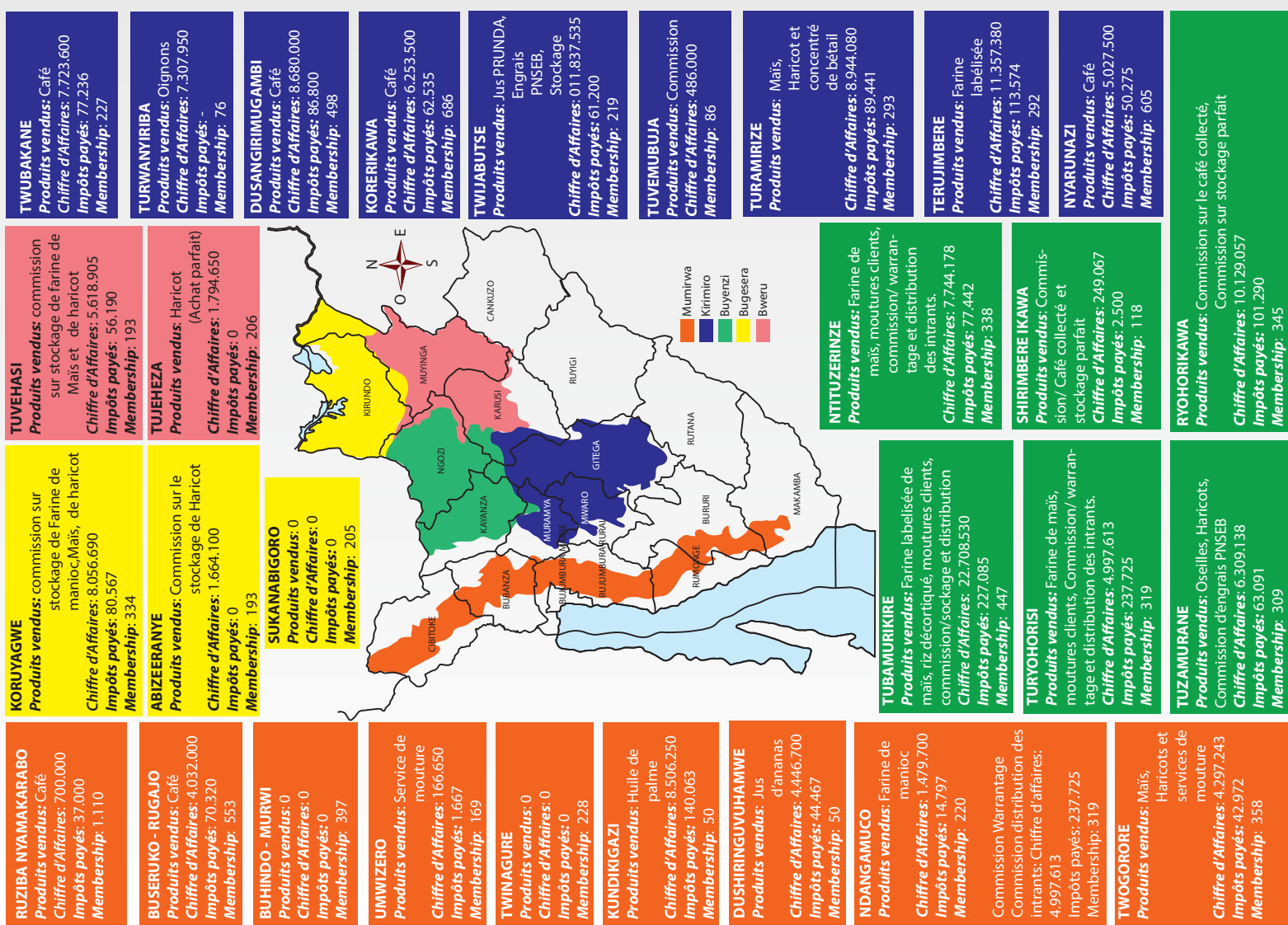
### 1.3. La dynamique « coopérative » en décembre 2018

#### a) Les données caractéristiques



Cette image rassemble quelques données du mouvement coopératif en termes d'effectifs, de gouvernance et de représentativité des femmes dans les organes de décisions des coopératives ces 2 dernières années. Elles montrent toutes des évolutions positives.

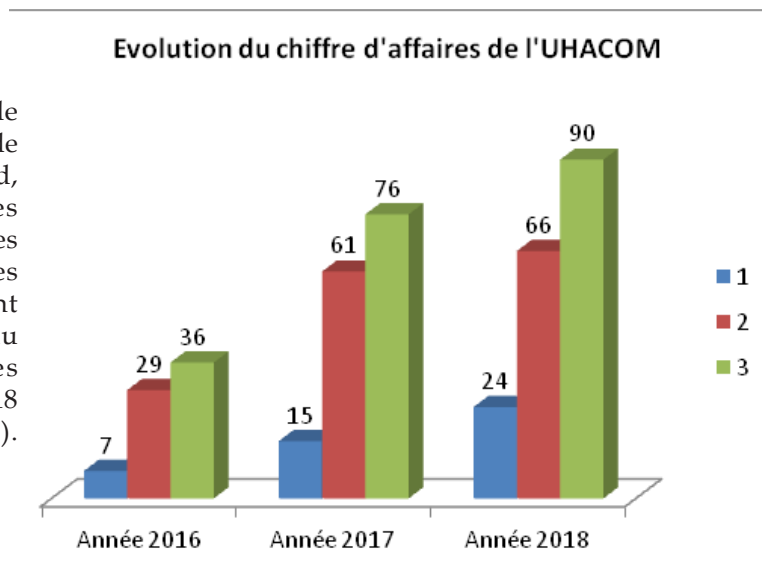
## b) Le chiffre d'affaires et emplois créés par les coopératives en 2018



Les recettes des coopératives proviennent de la commercialisation (ou commissions) des produits vivriers stockés, de l'offre du service de transformation (mouture), de la commercialisation des produits vivriers transformés, de la commission sur le dépulpage du café et des commissions sur la distribution de l'engrais. La transformation (des produits vivriers et du café) constitue la source principale des revenus des coopératives. C'est ainsi que le chiffre d'affaires des coopératives varie dans une très large gamme, allant de 249 067 BIF à 8 944 080 BIF.

### c) Le Chiffre d'affaires de l'UHACOM ces trois dernières années

Avec les années, le portefeuille client de l'UHACOM s'étend, qu'il s'agisse des autres marchandises ou des produits des coopératives dont l'augmentation du chiffre d'affaires entre 2017 et 2018 est notable (59%).

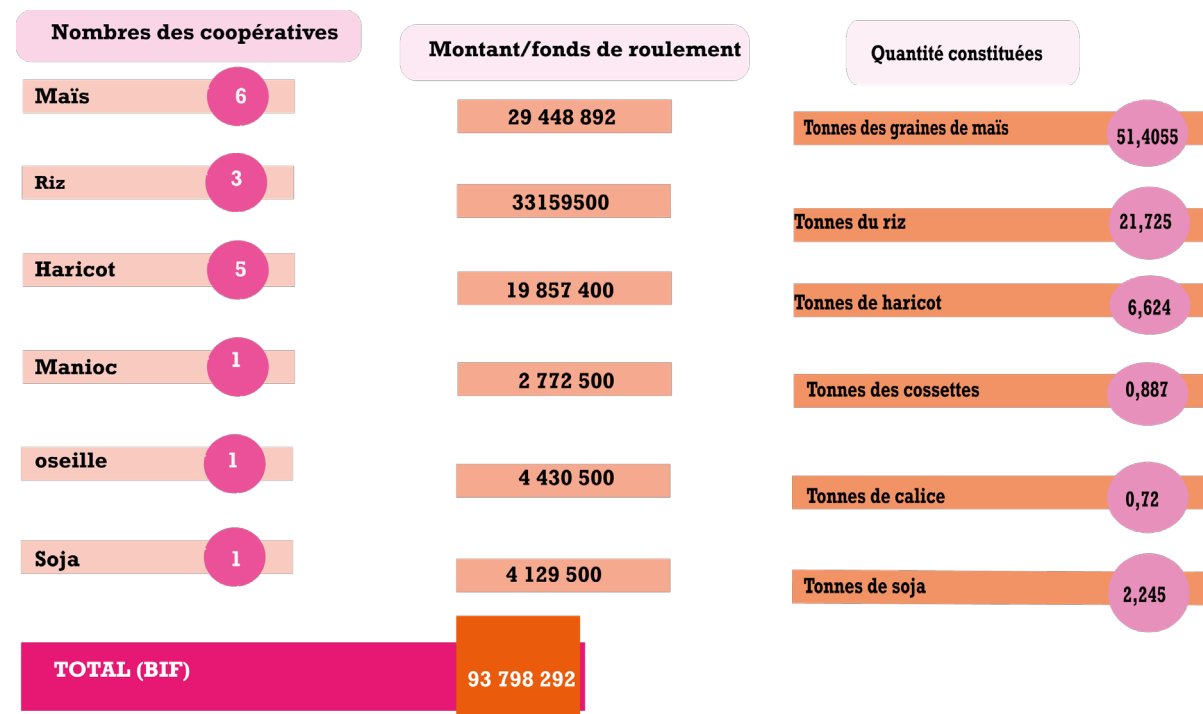


### d) La collecte, le stockage, la transformation et la commercialisation des produits agricoles

Ce tableau montre le niveau de stockage des produits vivriers au sein des coopératives en 2018.

	2018
<b>Tonnage de produits vivriers stockés (en kg)</b>	<b>255 082</b>
<b>Dont haricot (dans 23 coop)</b>	<b>147 137</b>
<b>Dont riz</b>	<b>36 699</b>
<b>Dont maïs</b>	<b>57 381</b>
<b>Dont oignon</b>	<b>10 964</b>
<b>Dont sorgho</b>	<b>2 901</b>
<b>Dont warrantage</b>	<b>2 838</b>
<b>Dont stockage parfait</b>	<b>18 4496</b>
<b>Dont achat parfait</b>	<b>66937</b>

Sans distinction de filière, environ 255 tonnes de produits ont transité par les stocks des coopératives, contre 175T en 2017. Le haricot reste en tête, vient ensuite le maïs, le riz, l'oignon et le sorgho. Quant aux types d'option de stockage, les coopérateurs ont préféré rester maître de leurs produits stockés « parfaitement » au lieu de les vendre (warrantage ou achat parfait). Toutefois, l'appui du projet RAFICOM a boosté les fonctions achat et labellisation au sein des coopératives. Grâce au fonds de roulement mis à la disposition des coopératives, les quantités ci-dessus ont pu être collectées, stockées, transformées ou non et commercialisées.

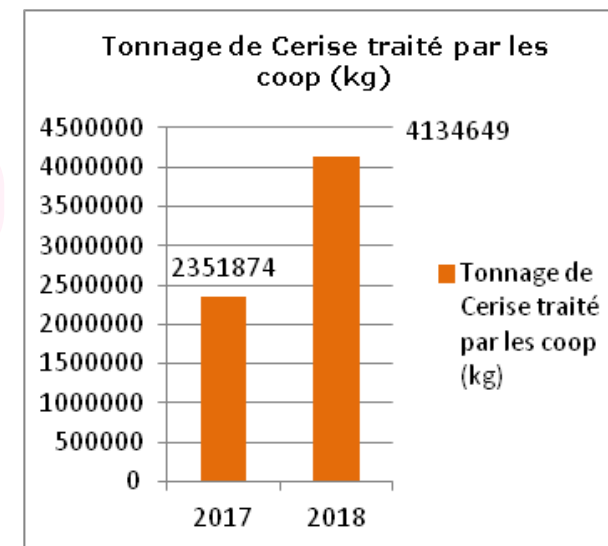


Coopérative	Quantités 2018
1 DUSHIRINGUVUHAMWE de Ciya	<ul style="list-style-type: none"> <li>Jus d'ananas sans sucre : 6303 bouteilles 33cl ;</li> <li>Nectar d'ananas (avec sucre) : 1007 bouteilles 33cl</li> </ul>
2 TARUJIMBERE de Giheta	3,6215 tonnes de farine
3 TUBAMURIKIRE DE MUBUGA	4,45475 tonnes de farine
4 TUZAMURANE DE GATARA	700 kg de calices d'oseilles
5 KORUYAGWE DE GITOBE	1398 kg produits

Durant l'année 2018, 5 coopératives ont été appuyées pour l'amélioration des infrastructures et équipements de transformation, ce qui leur a permis de mettre sur le marché des produits de qualité en cours de processus de certification. Le tonnage de produits transformés qui a découlé de cet appui est présenté dans le schéma précédent.

### e) La collecte et dépage du café cerise

Malgré les nombreux défis auxquels est confrontée la filière café dans son ensemble, les quantités collectées et usinées par les coopératives ont été importantes en 2018.



Le montant total de la paye café au sein de 6 coopératives accompagnées a atteint 1 213434 850 BIF. Comme revers de la médaille, ces coopératives devraient donc trouver 212740883 BIF de frais de fonctionnement pour pouvoir assurer le traitement de leur café, ce qui n'a pas été facile. Les coopératives restent encore endettées jusqu'à ce jour. Par ailleurs, les coopératives ont optimisé leurs coûts. En 2017, les frais de fonctionnement représentaient 25% de la paye café, ils ne sont que de 17.5% en 2018.

## 2. Les innovations

Deux nouvelles dynamiques de structuration se sont ajoutées au mouvement Haguruka. La colline Haguruka et le PIC. La Colline Haguruka est un pool de concentration des interventions du type Haguruka donc des IGG, EFI, des CVGDH, des coopérateurs et mutualistes... en vue d'influencer le développement local (global), produire un impact significatif et changer durablement les conditions de vie. Le PIC : c'est le rêve des ménages pour leur colline. C'est un outil de planification collinaire qui intègre les ressources (naturelles, humaines...), les domaines d'action et les idées des ménages. Il permet de se fixer des objectifs pour la colline et de définir les activités concrètes pour y parvenir.

## 3. Les coopératives et leurs produits en images



Bananier dans une EFI



Farine de manioc et de maïs



*Stockage de l'engrais au sein de la coopérative*



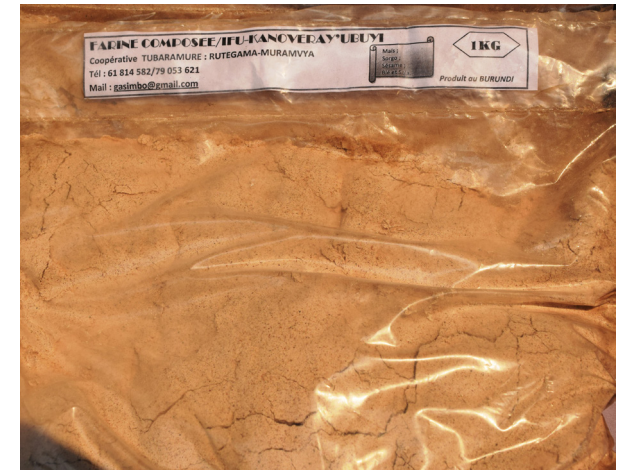
*Les jus Prunda*



*Les produits vivriers (haricot, soja, maïs, oignon...)*



*Calices d'oseille, poudre de gingembre et piment liquide*



*Farine pour bouillie*

## 4. Les défis du mouvement coopératif

Si de façon générale le mouvement coopératif a permis au paysan Haguruka de changer de mentalité et d'augmenter ses revenus, actuellement, il fait face aux challenges d'ordre économique, entrepreneuriale et de leadership. Ces défis sont vécus aussi bien au niveau des ménages que des coopératives.

### Il s'agit en particulier :

1. Du financement des EFI : Semence de qualité, fumier, engrais, main d'œuvre, système d'irrigation... sont des besoins qui hantent le producteur. Quel mécanisme pour financer ces exploitations ? Les crédits des organisations d'appui sont mal remboursés et ceux des institutions financières trop chers et non adaptés aux agriculteurs ;
2. La durabilité de l'entreprise coopérative: comment faire du profit responsable et conduire à une autonomie financière des coopératives? En effet :
  - Les coopératives sont surendettées (sur les équipements et fonds de roulement) et sont donc incapables de rémunérer les coopérateurs;
  - Les coopérateurs, aux revenus modestes, qui espéraient des dividendes plus rapidement sont réticents à ajouter des parts supplémentaires qui devraient constituer un fonds de roulement suffisant permettant de passer à une économie d'échelle, donc d'être plus rentable ;
  - Les coopératives vendant les produits labellisés et qui ont pu bénéficier d'un

crédit sur fonds de roulement font face à des questions de gouvernance. Même si les organes ont tenu 100% de leurs réunions statutaires, le niveau de gouvernance reste un réel challenge ;

- Les produits labellisés des coopératives bien qu'étant de bonne qualité sont peu compétitifs sur le marché (matière première en quantité non disponible, produits chers, stratégie d'approvisionnement et de marketing peu élaborée...). Les coopératives ne pouvant garantir une production continue à des prix compétitifs voient leurs produits être détrônés par les commerçants concurrents ;
- Les consommateurs quant à eux vivent dans un paradigme, en considérant les produits étrangers comme étant de meilleure qualité que les produits locaux, ce qui demande plus d'effort dans la promotion des produits des coopératives ;
- Quelles autres idées seraient potentiellement rentables à l'instar des produits labellisés ?

Le second défi est lié aux CVGDH. Si cette dynamique a montré des résultats positifs, nous posons la question de savoir comment porter à échelle ces dynamiques en intégrant l'approche GALS dans toutes nos interventions.

Le 3<sup>e</sup> défi, est celui de la filière café : Comment préfinancer la campagne (matériel, paiement de la main d'œuvre, carburant, maintenance et entretien...) sans crédit des banques tandis que le café vert n'est pas encore

commercialisé? Les autorités étatiques ont été saisies par le défi et une commission de crise a été mise en place dans laquelle siège ADISCO.

## 5. Perspectives du mouvement coopératif

Le mouvement coopératif travaillera à apporter des solutions à ces 2 grands questionnements dans le futur :

- L'autonomisation des coopératives et de leur faitière, l'UHACOM ;
- La modélisation de l'approche collinaire.



## LE MOUVEMENT MUTUALISTE

Ainsi les principales connexions sont :

La majorité de la population burundaise est exclue des soins de santé formels par la pauvreté. La prise en charge par l'Etat étant impossible car trop chère, la seule alternative durable consiste à promouvoir des expériences de mutualisation des coûts des soins de santé.

La pauvreté et l'insécurité ont conduit à une forte dégradation des conditions sanitaires des populations. Les populations sont fortement exclues des soins de santé de qualité avec des taux d'utilisation des soins de santé très faibles. En collaboration avec les autres acteurs mutualistes, ADISCO appuie donc les organisations populaires à développer des mutuelles de santé communautaires capables

### 1. Les changements opérés en 2018 au sein du mouvement mutualiste

La mise en œuvre du programme des mutuelles au cours de l'année 2018 aura permis d'arriver aux changements remarquables. Les plus marquants sont :

L'appropriation de la mutualité par les paysans: La FEMUSCABU est totalement dirigée par les leaders paysans qui s'en approprient de plus en plus. L'on remarque une plus grande responsabilisation, une transparence dans la gestion, la conduite des actions de plaidoyer sur la qualité des soins et un fort esprit d'affirmation chez les mutualistes.

Les retombés positifs de la connexion Mutuelle-Coopérative : ceci est devenu

de les aider à prendre en charge durablement leurs soins de santé et à influencer les politiques sanitaires du pays.

Les mutuelles de santé accompagnées par ADISCO sont regroupées au sein d'une faïtière, la FEMUSCABU qui, en 2018, a réuni 27 mutuelles de santé avec 5321 ménages assurés soit 31 679 bénéficiaires.

Rappelons qu'avec une cotisation de 22500 BIF, un mutualiste et ses ayant droit (conjoint et enfant de moins de 18ans ou plus si encore sur le banc de l'école) peut se faire soigner toute l'année.

incontournable dans la sensibilisation à l'adhésion et au renouvellement aux mutuelles de santé. Deux stratégies ont été adoptées cette année :

Les coopératives versent aux mutuelles les adhésions pour leurs membres et les retirent à la source dans les montants dûs aux coopérateurs suite aux différents services rendus par ceux-ci (ristournes de stockage, paye café...).

Les coopératives octroient des crédits intrants (engrais, semence) aux mutualistes pour augmenter leurs revenus (donc leur capacité contributive).

N°	Coopérative	Mutuelle de santé	Lieu
1	Dusangirumugambi	Magarameza	Bugenyuzi/Karusi
2	Korerikawa	Girimabazi	Gihogazi/Karusi
3	Turamirize	Dukingiramagara	Rutegama/Muramvya
4	Twijabutse	Tubungabungane	Ndava/Mwaro
5	Terujimbere	Tuvuzanye	Giheta/Gitega
6	Twubakane	Tugiramagara meza	Rutana/Rutana
7	Nrituzerinze	Amagara yacu	Busiga/Ngozi
8	Ejo heza	Tugarukiramagara yacu	Gashoho/Muyinga
9	Abizeranye	Garukiramagara	Kirundo/Kirundo

La place de la mutualité reconnue par l'Etat : Progressivement, les mutuelles sont actuellement considérées par l'Etat comme acteurs de mise en œuvre du programme d'accès aux soins de santé. L'Etat, à travers le SEP/CNPS, a facilité l'affiliation de 700 vulnérables dans les MUSCABU contre 445 en 2017 ; Prestations en inter-mutualité : Les acteurs accompagnant les mutuelles de santé réunis au sein de la PAMUSAB ont mis en place un système permettant aux membres des MUSCABU de se faire soigner par d'autres mutuelles vice-versa.

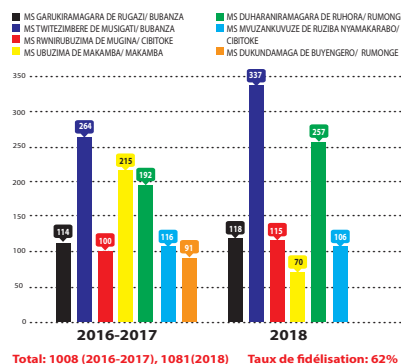
## 2. Les MUSCABU en chiffres

### a) Situation des assurés

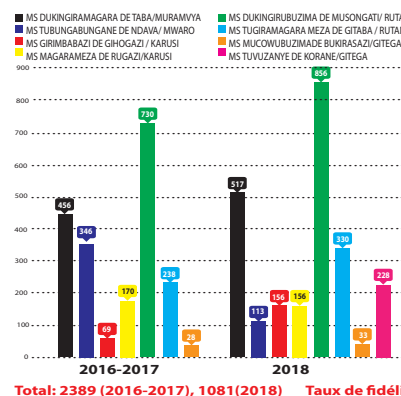
La carte ci-après montre les assurés en 2018 en les comparant avec l'année mutualiste 2016-2017.

Même si l'effectif des assurés n'a presque pas changé (les raisons sont évoquées dans les défis), la grande partie des mutualistes de l'année passée ont renouvelé leurs adhésions, d'où un taux de fidélisation de 77%.

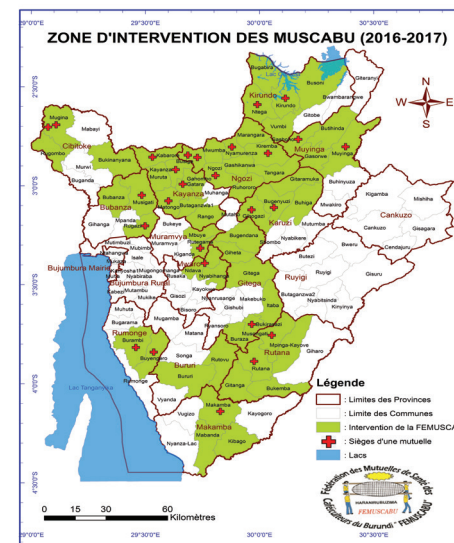
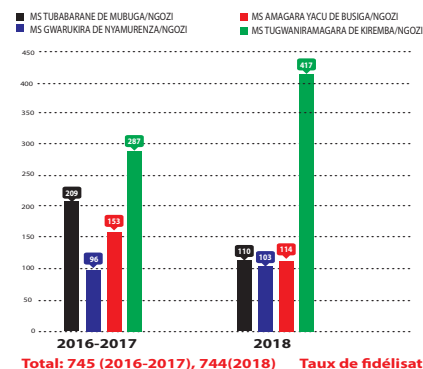
#### UNION MUMIRWA



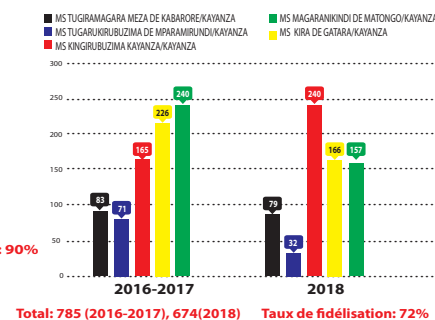
#### UNION KIRIMIRO



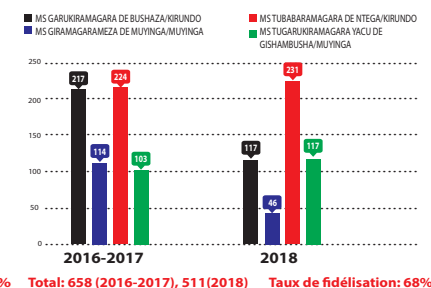
#### UNION NGOZI



#### UNION KAYANZA



#### UNION KIRUNDO - MUYINGA



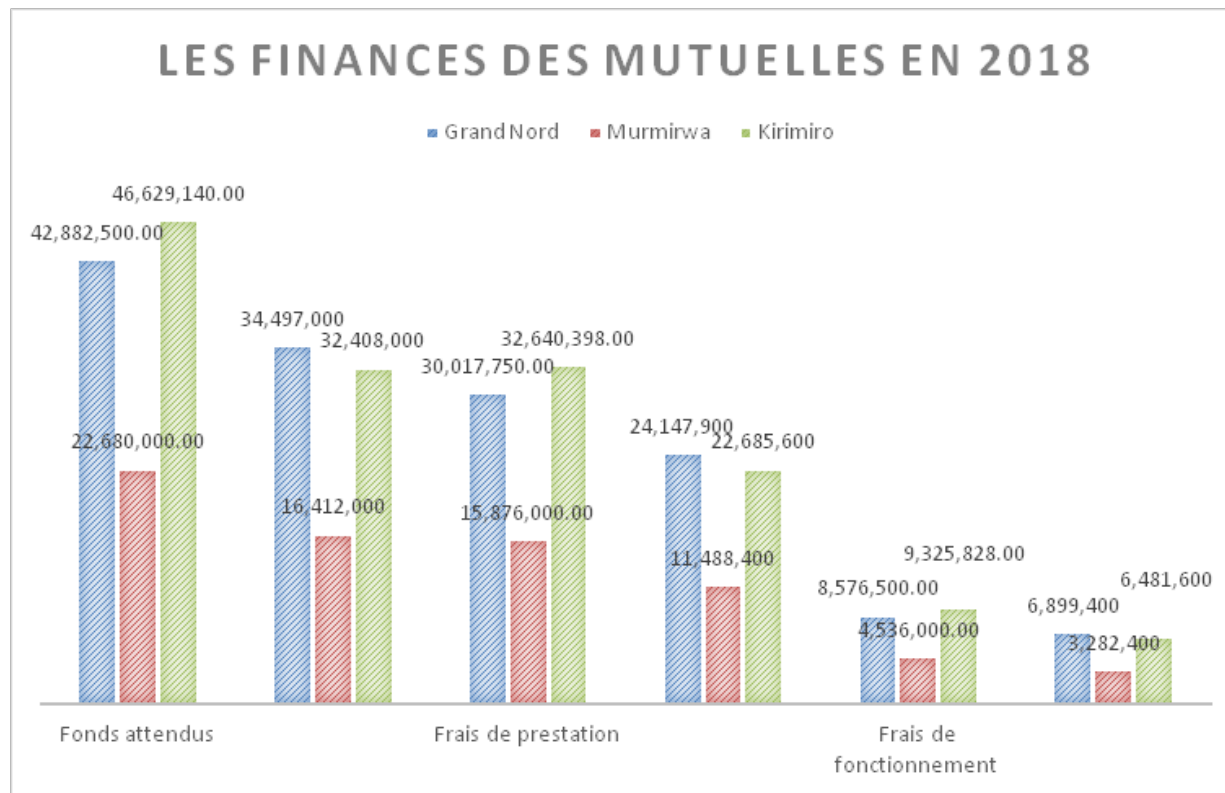
Pour parvenir à ces résultats, plusieurs séances de sensibilisations ont été organisées par les employés de la FEMUSCABU, les leaders des fédérations caféicoles, les leaders des MS et instances de la FEMUSCABU, les employés des autres programmes d'ADISCO, les autorités locales (administration communales et collinaires lors des réunions de sécurité).



«Réunion technique entre la délégation de la FEMUSCABU, la Fédération des associations des caféiculteurs de Kayanza et l'équipe technique de l'Usine à café HORAMAMA sur la collaboration dans la sensibilisation des travailleurs de l'usine à l'adhésion aux Mutuelles de santé».

### b) Situation financière des MUSCABU

La mobilisation des fonds est passée de 86 921 000 à 112 191 640 fbu en 2018, soit une augmentation de 29%. Les montants des prestations et des frais de fonctionnement ont également augmenté, ce qui n'a pas permis aux MS de constituer des réserves. La région mutualiste du Kirimiro vient en tête pour toutes ces données chiffrées.



## 3. Les défis et perspectives du mouvement mutualiste

Le mouvement mutualiste Burundais fait face à des grands défis, décisifs pour son avenir :

1. Le gouvernement a décidé d'introduire la CAM (carte d'assistance maladie), une carte s'assurance maladie normalement destinée

aux vulnérables. Mais sans réel contrôle, pratiquement toute la population en a accès, à des coûts 10 fois moins que le coût d'adhésion fixé par la PAMUSAB. La CAM est désormais acceptée dans les grands hôpitaux confessionnels

comme à Musongati, Muyebe, Mivo, Kibuye, Kirembe, etc., raison d'une diminution très sensible d'adhérents aux mutuelles (ex : de 858 membres, Musongati n'a que 390 membres au 10 janvier 2019). Ceci est la cause des baisses (ou de

la stagnation dans les meilleurs des cas) des adhésions ;

2. La CAM, conjuguée à l'augmentation des prix des médicaments (le Burundi fait face à une pénurie des devises, conséquences de la crise électorale de 2015) ont fortement fragilisé les mutuelles de santé. Les réserves des mutuelles de santé ont entièrement fondus et certaines mutuelles ne vont survivre que grâce à des subventions importantes du programme. Pour faire face à ces défis, certains acteurs mutualistes ont adopté des stratégies souvent peu durable et peu mutualiste, en mettant en avant les subventions, des dons, la rémunération des leaders au prorata des adhésions à l'instar des assurances commerciales etc..
3. Le fonds de péréquation n'a pas été mis

en place par les mutuelles au cours de l'année 2018. Mis à part les défis liés à la gouvernance, les fonds prévus ont été utilisés comme frais de fonctionnement en l'absence des subventions. Le déficit qui n'a pas pu être couvert par les mutuelles est d'environ 30.000.000 fbu, ce qui représente un taux de sinistralité de 26% ;

4. Les MUSCABU ont été structurés vers le sommet et ont délaissé leur ancrage à la base.

**Néanmoins, malgré ces défis, l'environnement reste favorable à la mutualité car :**

- Le gouvernement s'applique à mettre en œuvre l'assurance maladie universelle prévue dans une politique nationale de protection sociale qui inclut les MS ;
- Il existe une filière caféicole structurée

qui constitue une porte d'entrée ;

- La connexion MS-Coopérative prend de l'ampleur;
- L'administration à la base est conscientisée et joue le rôle de relais de la sensibilisation ;
- Il existe un cadre approprié de plaidoyer sur la protection sociale (PAMUSAB) ;
- Il existe un environnement légal favorable au développement d'autres produits de protection sociale en dehors de l'assurance maladie.
- Il existe des partenaires techniques et financiers engagés sur le long terme ;

Ces donc sur ces différents défis et opportunités qui feront l'objet des interventions en 2019.





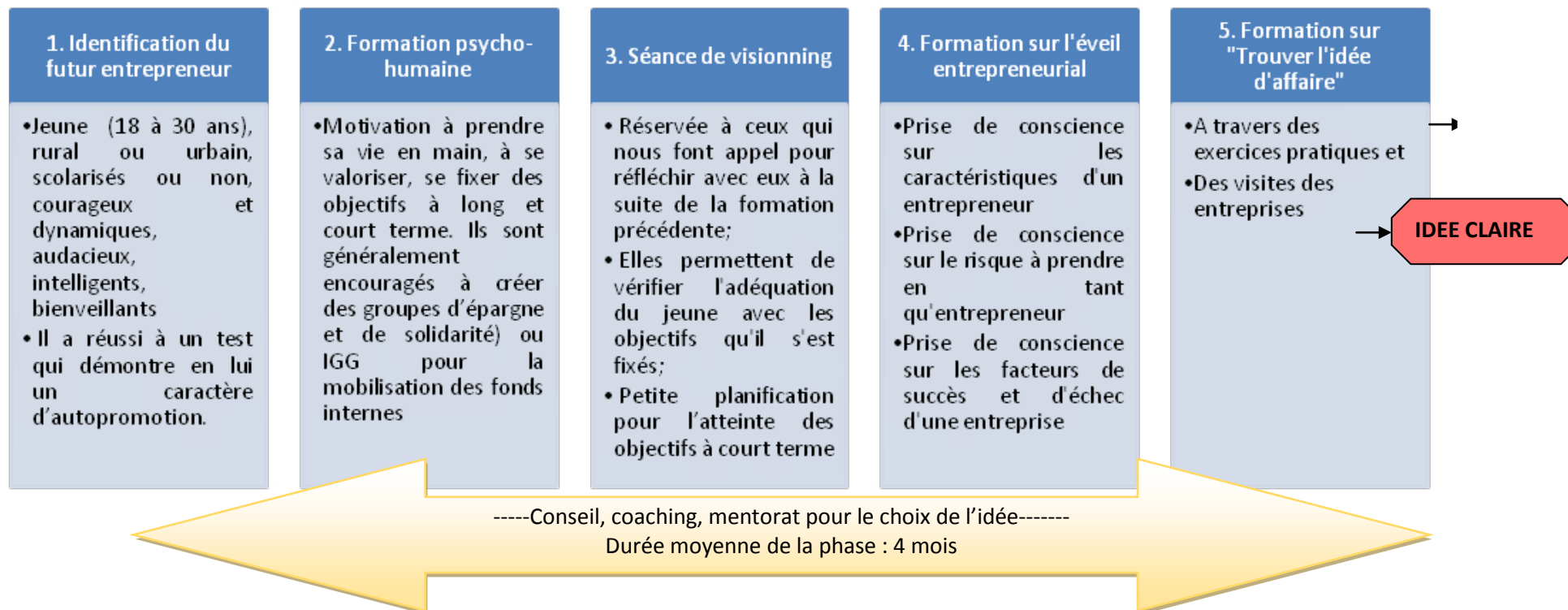
# L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES A L'AUTOEMPLOI ET L'EMPLOYABILITE A TRAVERS LA MDE

## 1. L'offre de la MDE

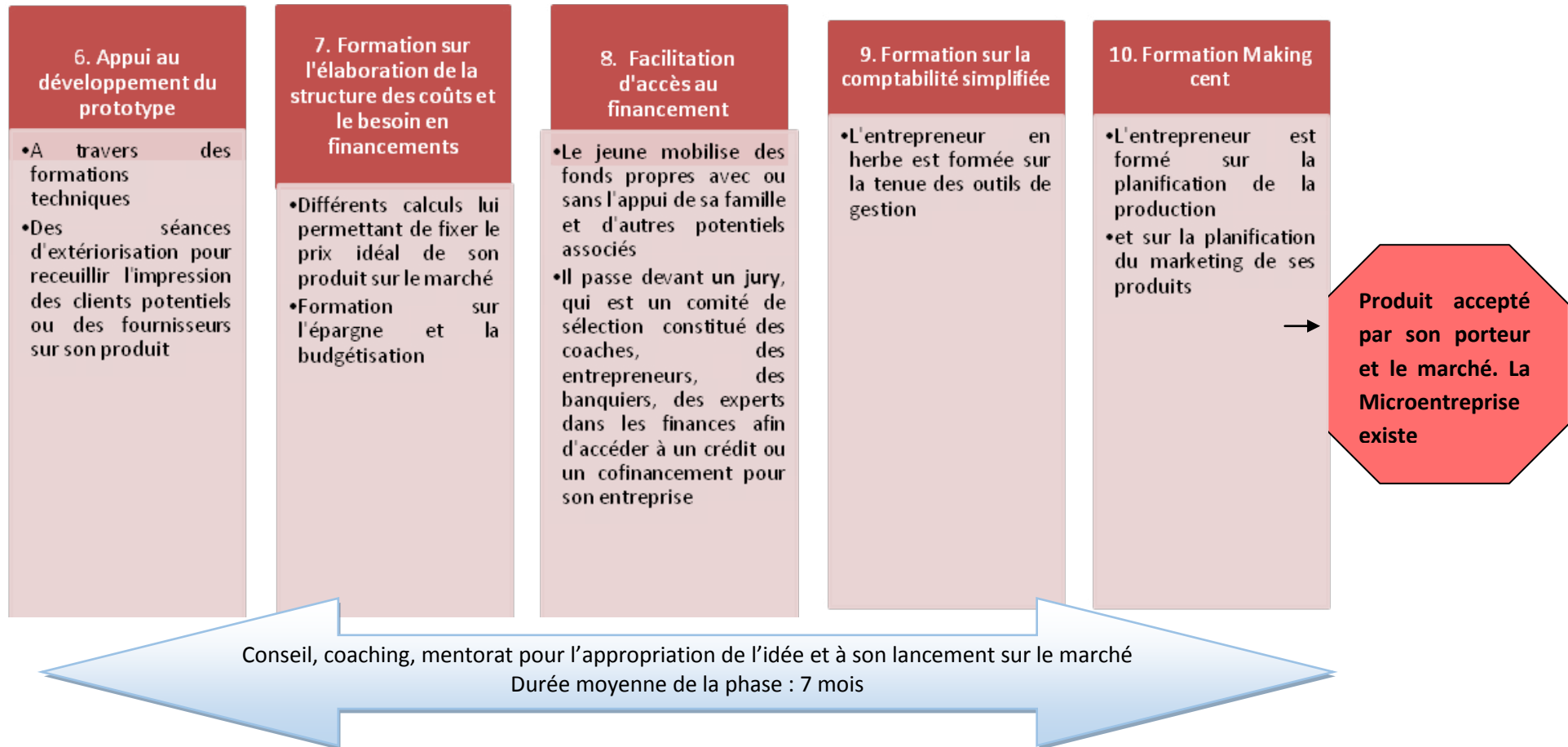
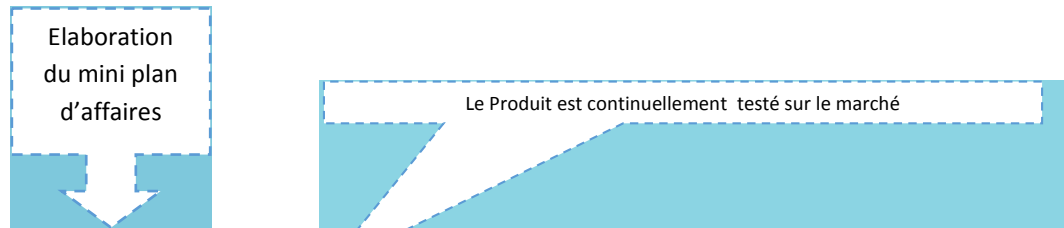
L'offre de la MDE se subdivise en 3 phases représentées par ces différents logigrammes.

### Phase 1

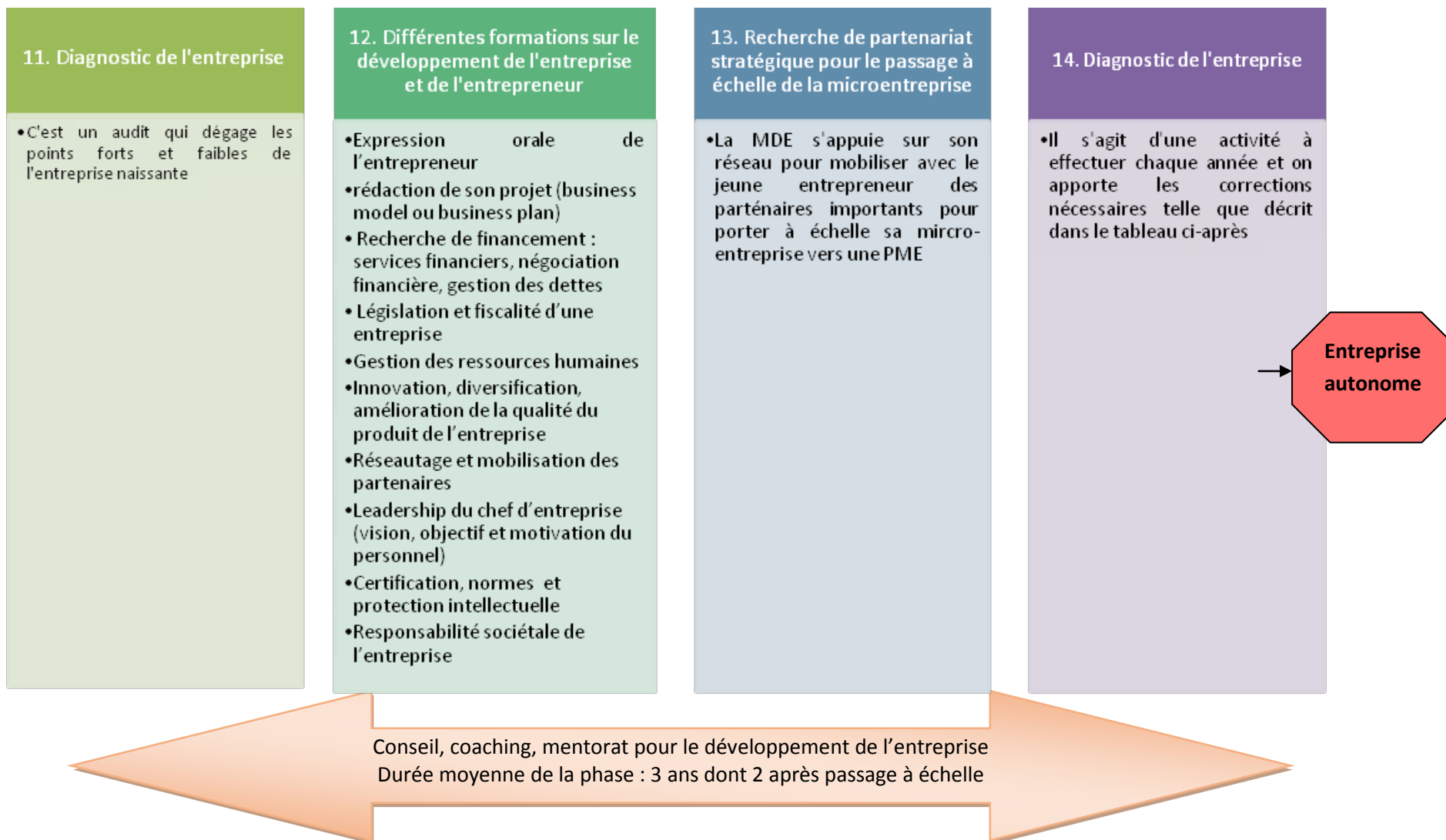
La MDE , en tant qu'un des instruments du mouvement Haguruka, continue l'accompagnement des jeunes à leur insertion sociale, économique et professionnelle.



## Phase 2



## Phase 3



En plus de ceci la MDE facilite la mise en réseau de ces entrepreneurs et associe à son offre un plaidoyer auprès des décideurs afin qu'ils adoptent des mesures facilitant l'insertion.

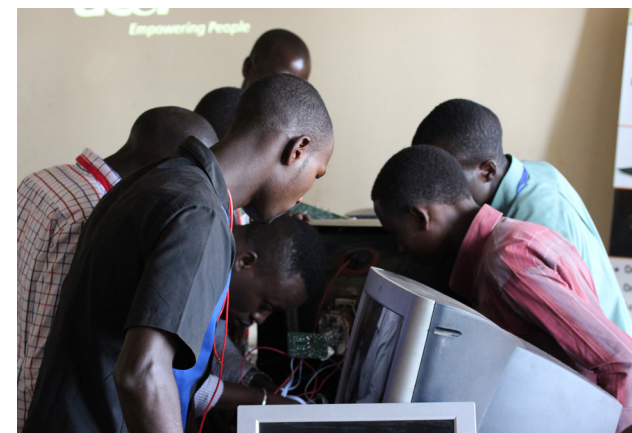
Cette offre est proposée aux jeunes voulant exercer aussi bien sur le volet agricole (cultures orientées marchés tels que le prunier du Japon, le maracuja, l'oignon...) que non agricole (artisan en activité, lauréat des CEM, entrepreneurs offrant différents produits et services).

Les jeunes sont accompagnés soit individuellement soit en petite structure telles que les IGG ou coopératives.

Ceux qui améliorent leurs compétences peuvent accéder à un emploi salariés tandis qu'une



grande partie est appuyée pour la création d'AGR, de microentreprises ou encore des PME.



## 2. Changements visibles en 2018 sur l'insertion des jeunes

a) Les jeunes qui se sont lancés sur l'agricole ont amélioré considérablement leurs revenus. Les revenus annuels moyens des jeunes accompagnés à Ndava, Gihogazi et Busiga en 2018 est de 1715 599,66 BIF quand on sait que selon le rapport FSMS 2017 (food security monitoring system du PAM en collaboration avec le ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage), les dépenses mensuelles des ménages sont de 99 613 BIF soit un besoin annuel de revenu minimal de 1 195 356 BIF.

**En encadré, un témoignage d'un jeune accompagné par le CALYD.**

« Avant le projet CALYD dans notre commune, j'étais agriculteur comme mes parents. Je pratiquais des cultures vivrières seulement. Avec le projet CALYD qui m'a beaucoup éveillé en pratiquant une agriculture fruitière principalement les pruniers du Japon, j'ai pu installer un champ comptant 550 plants et pour cette première année de récolte j'ai déjà empoché les recettes de plus de 1 600 000 BIF et je continue la récolte. Cela m'a permis d'acheter deux terrains cultivables ; l'un à 900 000 BIF et l'autre à 450 000 BIF dans le but d'agrandir mon exploitation. En plus de cela, j'ai déjà 3 chèvres issues d'une chèvre achetée

à partir de l'argent reçu de mon IGG. Je me sens de plus en plus confiant en l'avenir. Je suis de plus en plus respecté dans la localité. Mes enfants trouvent facilement les fruits à consommer. J'ai déjà dit au revoir au problème de fumier grâce au système de compostage que l'animateur m'a permis de mettre en place auquel j'associe le fumier provenant des chèvres. Merci à ADISCO et ses partenaires pour les appuis reçus».

b) Les emplois créés par les jeunes, que ce soit pour eux même ou pour d'autres de la localité se multiplient de plus en plus. Ils sont de 3785 soit une augmentation de 33% par rapport à 2017. Dans les zones du Projeunes emploi par exemple, 63 % des emplois créés par les jeunes micro-entrepreneurs sont pour eux même et le reste soit 37 % pour les autres ;

c) Les jeunes sont fiers de leurs activités en milieu rural et deviennent progressivement des professionnels et des formateurs d'autres jeunes (cas des jeunes boulangers, réparateurs,

soudeurs, recycleur..);

d) L'apparition des innovations dans le milieu rural, grâce à l'existence des microentreprises offrant des produits et services jadis importés tels que le savon liquide, le piment transformé, les produits de charcuterie, les jus de fruit, les renforcement des élèves (répétiteur), l'électrification, les multiples réparations des appareils électroniques...

e) Le retour des revenus des jeunes vers leurs familles ou la communauté à travers divers

mécanismes dont le plus marquant en 2018 est l'adhésion à une coopérative d'amélioration de l'habitat, CAHR (note plus bas).

La reconnaissance du travail de l'ADISCO par les décideurs et d'autres acteurs agissant pour l'insertion des jeunes. Le Ministère de la fonction publique, le ministère de la jeunesse, l'OBEM, l'ABEJ, le BBIN, l'AUF, Agriprofocus, SWISSCONTACT... sont autant de structures qui ont demandé une participation de l'ADISCO à leur atelier, foire... en vue de la promotion de l'emploi des jeunes.

### 3. Les chiffres clés de 2018 sur l'appui à l'insertion des jeunes

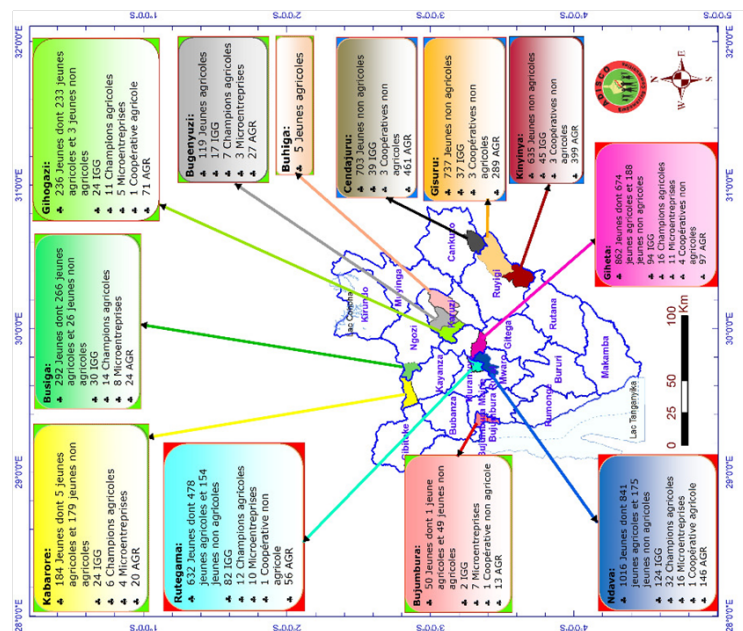
#### a) La cible de la MDE en 2018

La carte ci-après montre la distribution spatiale par commune. En effet :

- 11 communes ont été touchées et la ville de Bujumbura
- 3411 personnes ont été accompagnées 38% de femmes
- 51% des jeunes accompagnés sont sur le volet agricoles contre 49% sur le volet non agricole
- Les bénéficiaires ont créé 1603 AGR (contre 1496 en 2017), 101 microentreprises (78 en 2017 et 17 coopératives non artisanales.

#### b) L'entrepreneuriat agricole chez les jeunes

Comme le montre la carte précédente, les jeunes accompagnés sur les filières agricoles sont au nombre de 2796 dont 3.5% (soit 98 jeunes) sont des vrais agripreneurs pouvant gagner plus de 2 millions de BIF par an grâce à ces cultures. Le nombre des jeunes engagés dans ces cultures et l'étendue des filières sont présentés par l'image ci-après. 3 filières à savoir le papayer, la petite banane (akamaramasenge) et le soja font leur entrée en 2018.

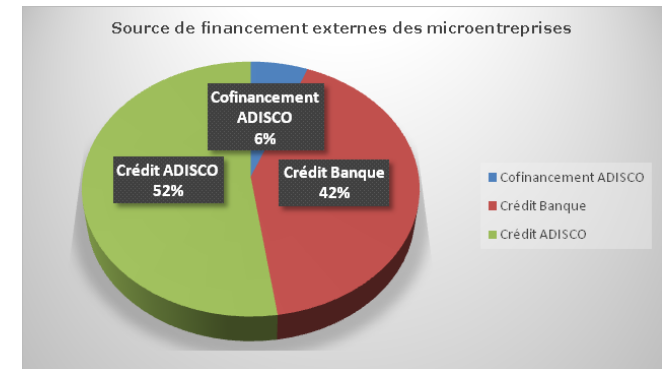




### c) L'accès au financement pour les jeunes

Entre 2016 et 2018, 126 705 372 BIF ont été perçus par 78 structures (les microentreprises ou les coopératives artisanales) pour financer soit les équipements, soit le fonds de roulement

nécessaires au démarrage ou à la croissance de leurs entreprises. Trois (3) sources de financement ont coexisté tel que le montre le graphique suivant.



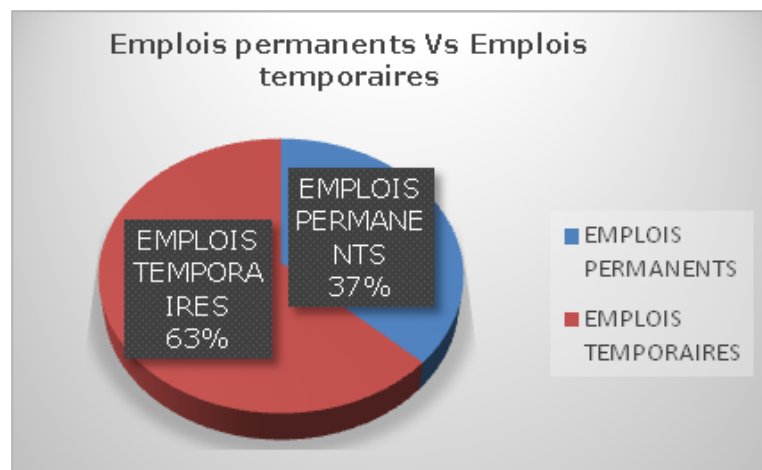
Cet appui a eu des effets positifs car le chiffre d'affaires moyen des microentreprises a augmenté de 34% par rapport à 2017 ; il est passé de 3 794 084 BIF en 2017 à 5 096 842 BIF en moyenne en 2018.

### d) Les emplois créés

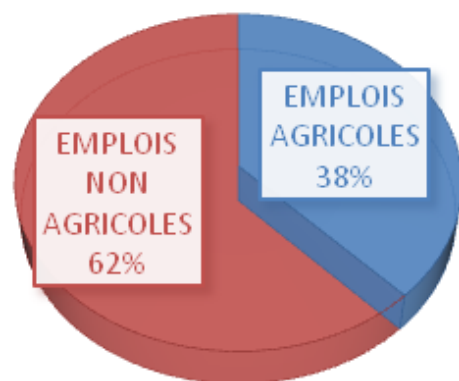
Les graphiques ci-après matérialisent le nombre et types d'emplois créés suite à cet accompagnement. Le nombre d'emplois créés (3785 au total) a augmenté de 33.7%. Les emplois non agricoles restent les plus élevés (sûrement aussi parce que les propriétaires des exploitations agricoles ne se considèrent pas comme employés, ce qui est différent chez non-agricoles). Les emplois temporaires sont aussi plus nombreux, plus de 60.

## 4. L'Innovation en 2018 : le fonds d'amélioration de l'habitat rural

Le FAHR promet 4 types de produits tels qu'ils sont résumés dans le tableau ci-après.



Emplois agricoles vs emplois non agricoles



Type de produit	Description du produit	Montant de crédit requis
1) Réparation (Consolidation de la maison et de l'hygiène)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Consolider la maison (crépissage des murs, ...) ;</li> <li>Agrandir les portes et fenêtres ;</li> <li>Bien construire les lieux d'aisance</li> </ul>	2 500 000
2) Amélioration de l'habitat et ajout de nouvelles tôles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nouvelles tôles</li> <li>Pavement en ciment</li> <li>Sable (crépissage)</li> </ul>	3 700 000
3) Construire une maison avec des briques en adobe	<ul style="list-style-type: none"> <li>Brique adobe</li> <li>Sable et gravier</li> <li>Les tôles</li> <li>Le plafond</li> </ul>	5 000 000
4) Construire une maison en dur	<ul style="list-style-type: none"> <li>Briques cuites</li> <li>Les tôles</li> <li>Le plafond</li> <li>Pavement en ciment</li> <li>Sable et gravier</li> </ul>	10 500 000

Au cours de l'année 2018 considérée « zéro », les adhérents à l'idée sont évalués à 151 et leurs épargnes cumulées atteignent 3 982 000 BIF.

Commune	Adhérents au FAHR	Montant mobilisé pour l'adhésion au FAHR	Montant Epargné
Ndava	39	1 854 000	200 000
Rutegama	29	1 355 000	882 000
Giheta	39	1 950 000	2 208 000
Bugenyuzi	23	925 000	127 000
Gitobe	21	1 050 000	565 000
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>7 134 000</b>	<b>3 982 000</b>

En épargnant un certain montant (25% probablement en attendant la décision de l'AG constitutive), les adhérents au FAHR pourront ainsi bénéficier d'un crédit pour la rénovation ou la construction de leur maison.

## 5. Les défis et perspectives dans l'accompagnement des jeunes à l'insertion

L'insertion des jeunes fait face à différents défis dont les plus apparents sont:

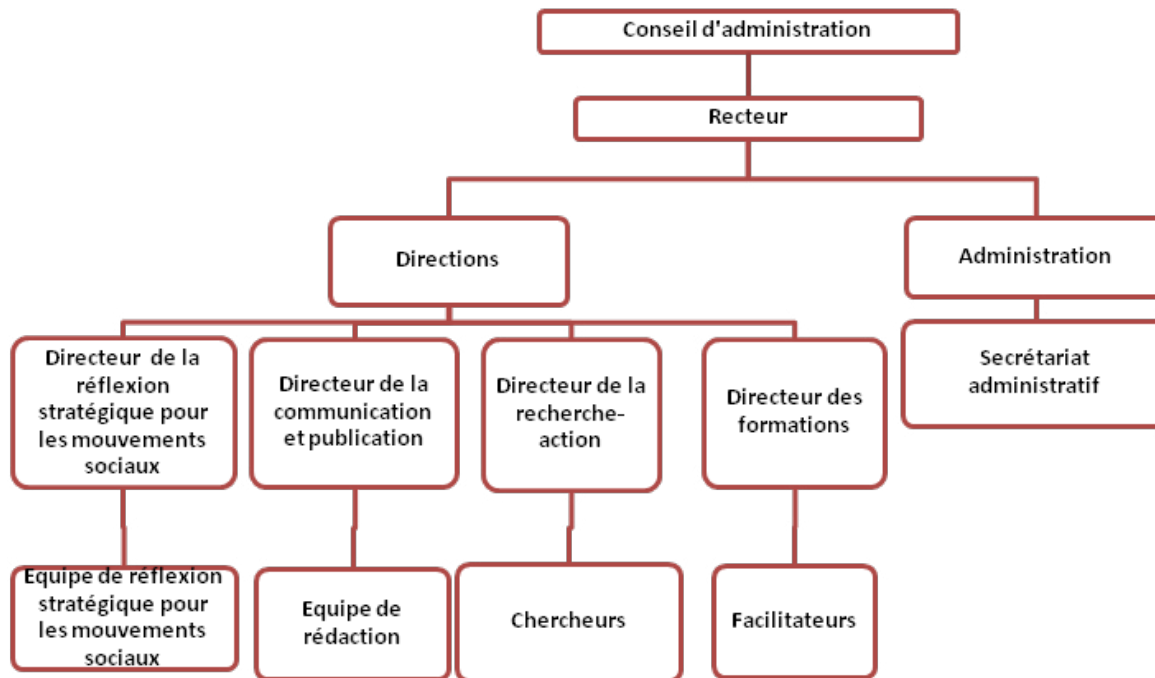
- peu d'intervenants dans le secteur alors que les besoins sont très nombreux pour l'insertion des jeunes
- alors que le secteur agricole offre plus d'opportunités pour l'insertion des jeunes, l'exiguïté des terres et l'inaccessibilité des jeunes à la terre reste un facteur limitant
- l'accès au crédit par manque d'hypothèques pour les jeunes

Comme perspectives, les projets travailleront au passage à l'échelle des microentreprises agricoles et non agricoles (en PME) et l'opérationnalisation du FAHR. La structure MDE quant à elle va entamer les activités nécessaires à son autonomie.

Il s'agit notamment de :

- Concevoir et mettre en œuvre un plan d'autonomisation de la MDE.
- Mobiliser les ressources pour la structuration de la MDE.
- Mobiliser des ressources pour appuyer les activités menées par la MDE.
- Structurer le leadership de la MDE (réunions de mise en place, moyens nécessaires pour la structuration).
- Élaborer les statuts.
- Mobiliser-animer les membres.
- Accompagner la mise en place des organes
- Assurer le coaching pour la connexion aux réseaux.
- Connecter la MDE aux réseaux d'entrepreneuriat.
- Renforcer les capacités des membres dans le domaine de réseautage.
- Mobiliser des ressources pour doter les organes et les cadres des compétences souhaitées.
- Assurer le suivi de l'acquisition des compétences.
- Accompagner la MDE dans tous les processus de la mobilisation des ressources (cf. les trois points de mobilisation des ressources).

L'Université populaire Haguruka (UPH) est le centre de formation en leadership et coopérative pour l'animation et le renforcement du mouvement Haguruka. L'UPH comprend 4 départements: la réflexion stratégique pour les mouvements sociaux, la formation, la recherche-action et la communication /publication tel que le montre ce schéma.



## 1. Des changements et des impacts induits par l'UPH

- Une plus grande considération des dynamiques et des partenaires dans et en dehors du giron des projets d'ADISCO. En effet, la formation des leaders a amélioré les compétences des coopératives et mutuelles dans le développement et la gestion des services. Selon une enquête sur le niveau de transfert des compétences en 2017, 71.2% des gérants des coopératives ont amélioré leurs compétences (cibles des formations 2017) tandis qu'en 2018, l'enquête relève que 55% des participants aux ateliers de formation organisés par l'UPH assurent bien leurs rôles et responsabilités au sein des organes. Ceci nous a valu les sollicitations d'autres partenaires pour la formation (CAM, FOPABU, CNAC, INADES).

- La recherche se crée une visibilité reconnue car les institutions de recherche associent de plus en plus l'UPH dans les activités, lui donnant l'opportunité de publier ses résultats via des canaux reconnus par la communauté scientifique des chercheurs. Notons par exemple la participation de l'UPH à la conférence scientifique régionale 2018 organisée à l'université du Burundi, fruit de la collaboration dans la conduite de plusieurs recherches en collaboration avec la Faculté d'Agronomie et de Bio ingénierie.

- La voix des collines est devenue l'outil d'apprentissage des innovations et des pratiques grâce aux articles et fiches techniques publiés au sein du monde rural. La version papier atteint aujourd'hui 12000 lecteurs en moyenne tandis que la page facebook de l'ADISCO a atteint 1628 abonnés et 1605 « likes »

- La constitution dans les milieux paysans d'un capital humain composé d'un vivier de leaders formés pour le pilotage du mouvement paysan au Burundi, qui sont même consultés par l'autorité publique locale pour des besoins spécifiques de formation ou de développement des capacités d'organisation ou gestion localement.

## 2. Les marqueurs de progrès de l'UPH en 2018

### a) De la Formation des leaders

En 2018, l'UPH a certifié sa 3<sup>e</sup> cohorte de leaders portant à 285 le nombre de leaders (hommes et femmes) diplômés et/ou certifiés.



### CIBLES DE LA FORMATION

- 51 Personnel de l'ADISCO
- 37 CA Coopérative accompagnée par ADISCO
- 32 CA Mutuelle ADISCO
- 20 Agents de développement des autres organisations partenaires
- 12 Leaders des coopératives hors ADISCO
- 06 Gérants des coopératives hors ADISCO

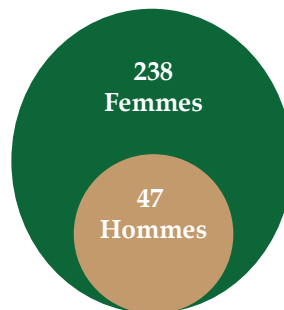


Remise de diplômes aux lauréats de l'UPH, 3<sup>ème</sup> Promotion

### Diplômés/ certifiés



BENEFICIAIRES DE LA FORMATION:  
285 LEADERS



**216 (dont 16% des femmes) certifiés (ayant terminé un module) 18 leaders, membres de CA MS et 5 des CA des Coopératives ont été diplômés (ayant terminé le cursus)**

Précisons que les leaders des mouvements sociaux restent la cible principale de l'UPH. Même si leur effectif semble être inférieur (nous avons voulu éviter le double comptage), ils ont en effet bénéficié chacun de différents modules

(entre 5 et 8 suivant sa promotion) tandis que le personnel ou encore les autres partenaires n'ont bénéficié que d'un ou 2 séances de formation.

Les différents modules qui ont été dispensés sont :

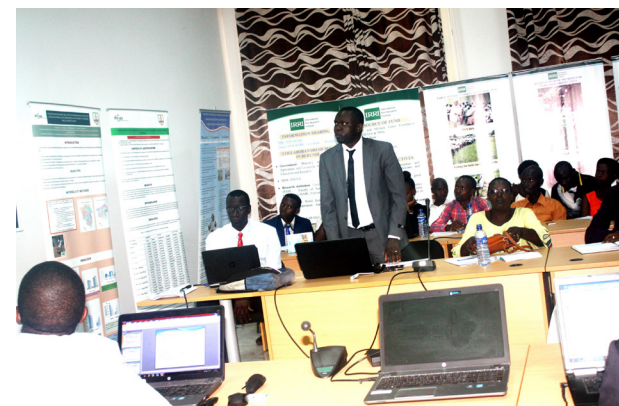
## Nombre de modules dispensés

9

- 1 **Connaissance des services spécialisés des mutuelles de santé,**
- 2 **Formation politique et idéologique des leaders,**
- 3 **Techniques d'animation et de communication,**
- 4 **Protection sociale,**
- 5 **Leadership et bonne gouvernance,**
- 6 **Principes et textes régissant le mouvement coopératif,**
- 7 **Gestion d'une organisation par un leader**
- 8 **Formation psycho-humaine**
- 9 **Rôle et responsabilité des organes des coopératives**

## b) De la recherche-action

L'année 2018 à l'UPH a été marquée par le lancement de la diffusion à l'usine coopérative de Nyarunazi d'un nouveau procédé de compostage des pulpes de café développée par UPH en collaboration avec SCERT et la FABI. Ce compost constitue un espoir pour compléter le fumier actuellement produit en très faible quantité et substituer en partie les engrais minéraux et donc améliorer la production tout en préservant la qualité du sol des exploitations familiales.



*Présentation des résultats de recherche-action dans la conférence régionale, UB, octobre 2018*

**Au total, l'UPH a conduit 7 recherches-actions sur différentes thématiques à savoir:**

1. la comparaison des associations culturelles et des monocultures correspondants,
2. les déterminants de la viabilité des mouvements sociaux,
3. la production des semences d'oignons,
4. le greffage du manioc,

5. les exploitations familiales performantes,
6. les essais de compostage et compost des pulpes de café,
7. la promotion des semences paysannes.

### c) Des publications

#### Parmi les publications les plus en vue en 2018 l'UPH enregistre :

- 1 numéro double de LVDC (N° 17 à 18), <http://adisco.org/adisco/laccess-au-credit-agricole-au-burundi-une-equation-a-plusieurs-inconnues/>
- 3 outils de capitalisation des réalisations de différents projets ont été produits et incluent l'atelier de lancement du projet PRCCRCC centré sur le changement climatique (<http://adisco.org/adisco/les-habitants-de-bubanza-sont-appelles-a-etre-creatifs-pour-mieux-faire-face-aux-effets-lies-au-changement-climatique/>), la capitalisation du Projéunes emploi phase 1 (<http://adisco.org/adisco/quelles-lecons-tirees-de-la-premiere-phase-du-pro-jeunes-emploi/>) et du Promouvh Bugesera (<https://www.facebook.com/Adisco2016/videos/1997755863854545/>).
- 3 articles traitant divers sujets ont été mis en ligne sur le site de l'ADISCO (<http://adisco.org/adisco/consommer-local-les-burundais-sont-appelles-a-valoriser-les-produits-locaux/>) ; 2 couvertures des événements ont été effectués notamment dans le cadre des activités de plaidoyer et de signature de la charte ECOSOL

### d) La charte ECOSOL pour la circonscription du périmètre des acteurs du mouvement

L'année 2018 a été marquée par la sensibilisation des IESS à adhérer à une charte ECOSOL. Sur les 40 IESS sensibilisées, 31 ont signé cette charte. Il s'en est suivi le travail de production d'outils de diffusion et de formation sur ladite charte.

## 3. Les défis et perspectives de l'UPH

L'UPH a su conquérir la place qui doit être la sienne comme un hub de consolidation et de diffusion des modèles et des produits utiles aux différents acteurs des mouvements sociaux incluant les leaders, les agents de développement et les organisation d'accompagnement. Elle est devenue le point central à partir duquel des modules de formations, des chartes et commandements, des procédés issus des recherches, des approches d'accompagnement ont été réfléchis, consolidés et communiqués à une plus grande audience. Le grand défi de l'UPH reste dans le financement des formations des leaders et des formateurs afin de créer un pool suffisant, capable d'influencer les politiques.

### Dès 2019, les chantiers de l'UPH sont principalement :

- La préparation de la création d'une offre mixte de formation formelle et continue grâce à un programme de formation (en master et doctorat) des cadres de l'UPH pour constituer un pool de formateurs et des gestionnaires d'une institution de formation académique classique,
- La diversification de l'offre de formation y compris celles payantes
- L'organisation d'une approche de mobilité des lauréats et des anciens administrateurs des dynamiques par le soutien à des projets initiés par eux et leur utilisation dans les activités d'appuis à des pairs en formation ;
- Le département de la recherche à l'UPH va continuer à conduire les recherches déjà lancées et à identifier de nouveaux thèmes innovants en vue de répondre aux besoins réels de la population en général et du mouvement paysan en particulier
- Enfin, l'UPH compte exécuter son projet de construction d'un campus à Bujumbura.

## 1. Les réalisations

Depuis sa création ADISCO s'est joint à d'autres plateformes nationales (GPA, UHACOM, FOPABU, PAMUSABU) en apportant ses contributions sur les dossiers de plaidoyer en rapport avec l'amélioration de la production agricole (organisation des foires au niveau local et national), la protection sociale (plaidoyer pour la mise en place d'une assurance maladie universelle au Burundi) et pour l'insertion des jeunes.

ADISCO, à travers la cellule de plaidoyer politique, continue à mettre un accent particulier sur le rôle que jouent les leaders des organisations paysannes afin de faire passer les préoccupations des membres auprès des décideurs nationaux et locaux pour que ces derniers y apportent des solutions.

En 2018, les actions de plaidoyer se sont focalisées essentiellement sur la nouvelle loi sur les coopératives promulguée en 2017 en matière de la fiscalité des coopératives, l'implication des coopératives dans la fertilisation et la protection des sols, l'insertion socio-économique des jeunes et leur inclusivité dans les instances de prise de décision et de consolidation de la paix et la sécurité.

### 1. Les coopératives s'adaptent à la nouvelle loi sur les coopératives

Dans le prolongement de la promulgation de la loi sur les coopératives, ADISCO a entrepris des actions de plaidoyer auprès des coopératives agricoles et artisanales pour une restructuration adaptée à la nouvelle loi. Beaucoup de coopératives ont ainsi mis en place de nouveaux organes en conformité à cette loi.

### 2. Vers l'application d'une loi fiscale spécifique aux coopératives

Une autre préoccupation qui a fait objet de plaidoyer est « la fiscalité des coopératives » :

Le plaidoyer avec d'autres acteurs du mouvement coopératif auprès des autorités de l'OBR s'est soldé par la mise en place d'un cadre d'échange entre les coopératives agricoles et cette institution de l'Etat pour faire prévaloir les avantages fiscaux à accorder aux coopératives. En effet, si la coopérative ne bénéficie pas d'avantages fiscaux, la promotion coopérative et le développement rural en particulier n'a plus raison d'être et le paysan ne pourrait plus adhérer à une société coopérative dans laquelle il ne tire aucun avantage. Ce plaidoyer a permis la considération du caractère spécifique de l'entreprise coopérative dans la taxation de sa fiscalité. Les conclusions de ces échanges sont dans cet encadré.

- Les coopératives agricoles sont désormais exonérées sur les 5 premières années mais doivent déposer leurs déclarations annuelles à l'OBR
- La production des membres ne sera plus imposée, les coopératives doivent uniquement déclarer la commission prélevée sur les membres
- L'imposition du café n'est pas claire ; le plaidoyer sur cette filière doit continuer sur les échelons supérieurs. Un plaidoyer qui va continuer pendant l'année 2019.
- L'OBR a accepté de collaborer avec l'UHACOM et les autres partenaires pour étudier cas par cas les problèmes de fiscalité existants dans les coopératives. C'est un travail qui va continuer en 2019 aussi.

### 3. Les coopératives distributrices d'engrais subsidiés par l'Etat

Grâce au projet «Farmer's Voices», les coopératives se sont impliquées:

- dans le processus de distribution des engrais à travers le Programme National de Subvention des Engrais au Burundi (PNSEB,
- l'augmentation des quantités commandées de la dolomie,
- réduction des conflits fonciers à travers l'acquisition des membres des OP de

certificats fonciers communaux. Les résultats atteints au cours de cette année grâce à ces actions sont encourageants.

Tandis que les engrais du PNSEB étaient distribués presque exclusivement par des particuliers qui n'avaient d'autres préoccupations que le profit, les membres des coopératives se sont appropriés de ce programme et sont devenus, grâce au plaidoyer, des acteurs incontournables dans la distribution des engrais comme l'indique le tableau ci-contre des 5 provinces de notre zone d'action.

#### 4. L'inclusivité des jeunes au centre des préoccupations



Photo de famille à l'issue d'une réunion d'échange entre les jeunes des provinces du nord du pays et les honorables Députés sur la Résolution 2250

En partenariat avec d'autres acteurs de la société civile, le lobbying et plaidoyer ont porté sur l'inclusivité des jeunes dans les processus de paix, de sécurité

et dans les instances qui prennent les décisions. Le rôle et la place des jeunes dans ces instances pour la consolidation de la paix dans un pays post conflit est d'une importance capitale.

Dans ce cadre, 140 organisations de la société civile impliquées dans le secteur de consolidation de la paix et la sécurité ont été identifiées et leurs leaders formés en techniques de lobbying et plaidoyer afin qu'elles soient à même de faire prévaloir leurs préoccupations auprès des décideurs au niveau local et national à savoir jouer un rôle déterminant dans

Provinces	Nbre de Coopératives distributrices des engrais en 2018	Nbre de privés distributeurs des engrais	Nbre de Coopératives distributrices des engrais avant 2018
Ngozi	12	20	0
Kayanza	17	9	4
Muyinga	11	12	-
Kirundo	10	19	0
Bujumbura	11	19	1

les instances qui prennent les décisions. A l'issue des formations, les leaders des jeunes ont identifié les problèmes de représentativité auxquels ils font face et ont élaboré des plans de plaidoyer à mettre en œuvre pour leur intégration dans différents comités locaux.

Grâce au travail de qualité des jeunes et à l'oreille attentive des décideurs locaux, 126 jeunes ont

pu intégrer les différents comités de paix, de sécurité et de développement communautaire où se prennent les décisions pour la consolidation de la paix et le développement local. Le tableau ci-après indique la localisation, le type de comités et le nombre de jeunes intégrés.

Comités de développement économique , socio-culturel	Commune	F	G
Comité de gestion de l'eau	Gasorwe	26	41
Comité de santé(COSA)	Gasorwe	5	5
Comité de santé	Bisoro	1	2
Comités de développement collinaires (CDC)	Mabayi	1	4
0Percepteurs des taxes communales	Rugombo	3	20
Comité de gestion de l'eau	Mukike	0	1
Comité communal de gestion de l'eau	Bisoro	0	1
Comité de gestion des eaux du marais de Nyavyamo	Kirundo	0	1
Directeurs d'Ecoles Fondamentales (ECOFO)	Cankuzo	0	3
Comité mixte de sécurité humaine	Mabayi	0	11
Directeur Communal de l'Enseignement( DCE)	Kibago	0	1
<b>Total</b>		36	90

## 5. Une stratégie pour l'harmonisation des méthodes d'accompagnement à la création d'emplois pour les jeunes

En vue d'atteindre une intégration effective des jeunes en tant qu'acteur de développement, une étude de haut niveau a été réalisée sur les méthodologies d'accompagnement des jeunes lauréats des cycles inférieurs et supérieurs de l'école secondaire en vue de leur insertion socioprofessionnelle. Les résultats de l'étude préconisent la création d'un Guichet Unique de l'Emploi, la Formation et de l'Entrepreneuriat comme solution globale, structurante et innovante en matière d'accompagnement à l'insertion au Burundi. Un plaidoyer efficace

pour sa mise en place, sa vulgarisation et sa promotion s'impose.

Les études sont des outils indispensables pour mener à bien le plaidoyer ; à cet égard trois études réalisées en 2018 portent sur : - les méthodologies d'accompagnement des jeunes lauréats des cycles inférieurs et supérieurs de l'école secondaire ; - les filières novatrices agricoles, source de revenus et d'emplois pour les jeunes et - l'état des lieux de l'inclusivité des jeunes dans les instances de prise de décision

et dans les processus de paix et de sécurité au Burund (<http://adisco.org/adisco/etude-de-letat-des-lieux-de-linclusivite-des-jeunes-dans-les-instances-de-prise-de-decision-et-dans-les-processus-de-paix-et-de-securite-au-burundi/>).i. Les trois études serviront de base pour constituer des dossiers de plaidoyer pour l'insertion socio-économique et l'inclusivité des jeunes dans les instances qui œuvrent pour la consolidation de la paix, la sécurité et pour le développement communautaire.

## 2. Perspectives du plaidoyer

Les grands chantiers de plaidoyer que sont : la mise en place des textes d'application de la loi sur les coopératives, l'appropriation progressive

des organisations paysannes du programme de fertilisation des sols, la mise en place d'une assurance maladie universelle ainsi que

l'insertion socio-économique et l'intégration des jeunes dans les instances de prise de décisions.

## 1. Gestion institutionnelle et représentation

Les membres des différentes instances dirigeantes de l'association ADISCO se regroupent dans les sections suivantes.

## a. L'assemblée générale de l'ADISCO au 31/12/2017

L'AG de l'ADISCO comprend aujourd'hui 25 membres listés dans ce tableau.

	Membres d'ADISCO en 2018	Rôle dans ADISCO			
1	Marc RWABAHUNGU	Président	12	Fr Deo BANZIRUMUHITO	Membre
2	Jean MAKENGA	Vice-président	13	Cariton NIBASHIKIRE	Membre
3	Deogratias NIYONKURU	Membre et conseiller du CA	14	Scholastique HARUSHIYAKIRA	Membre
4	Léon NDIKUNKIKO	Membre et conseiller du CA	15	Marc NZIKOBARI	Membre
5	Juliette KAVABUHA	Membre du CA	16	Macaire NTIRANDEKURA	Membre
6	Marie BUKURU	Membre du CA	17	Pascal BARIDOMO	Membre
7	Philbert NDUWAYEZU	Membre du CA	18	André SCHREIBER	Membre
8	Eliphaz GAHERA	Membre du CA	19	Dr. Serge NGENDAKUMANA	Membre
9	Dr. Samuel BIGAWA	Membre du CA	20	Abdon NAHIMANA	Membre
10	Libère BUKOBERO	SG	21	David NZEYIMANA	Membre
11	Hormisdas HARIYONGABO	SGA	22	Pascal HABARUGIRA	Membre
			23	Espérance KANEZA	Membre
			24	Placide SINDIHEBURA	Membre
			25	Olivier HECK	Membre

## b. Le comité exécutif

Le comité exécutif est constitué de ces 4 membres.

- Marc RWABAHUNGU, président
- Jean MAKENGA, vice-président
- Espérance KANEZA
- Samuel BIGAWA

## c. Le conseil de surveillance

Formé de 3 membres, chargés de mener des audits internes de l'organisation Il s'agit de :

- Philibert NDUWAYEZU
- Eliphaz GAHERA
- Cariton NIBASHIKIRE

## d. Le comité de direction du SG

**Il est constitué de ces 4 mandataires chargés de la gestion de l'organisation au quotidien.**

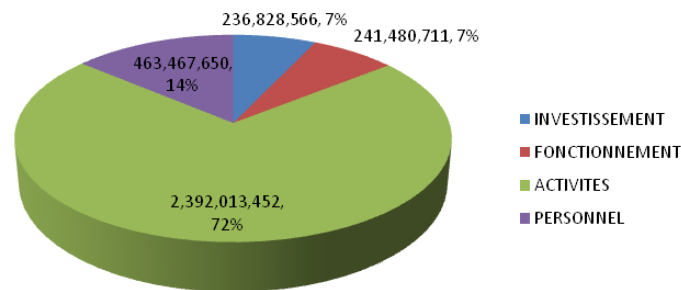
1. Libère BUKOBERO ; Secrétaire général ;
2. Hormisdas HARIYONGABO ; Secrétaire général adjoint et directeur des programmes ;
3. Christine NKUNGUZI ; Directrice administrative et financière ;
4. Chantal NTIMA; Directrice de la maison de l'entrepreneur.

Les programmes bénéficient en permanence du coaching de Deogratias Niyonkuru, conseiller stratégique de l'organisation.

## 2. Les emplois et les ressources financières 2018

Le tableau ci-après présente les emplois (montant consommé) et les ressources (financements perçus). En 2018, ADISCO a géré 3 906 397 928 BIF soit environ 1 950 000 euros.

Ces différents financements ont été orientés suivant 4 différentes lignes, plombées à 72% par les activités telles que le montre ce camembert.



## 3. Les ressources matérielles

TYPES	QUANTITES & SPECIFICATIONS
Matériel roulant	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 8 Véhicules (5 camion-nettes Toyota Hilux, 2 Landcruiser, 1 camionnette NISSAN, 1 camionnette FORD, 1 jeep LandRover)</li> <li>▪ 49 motocyclettes (44 DT YAMAHA, 3 LIFAN et 2 SANILI)</li> </ul>
Matériel informatique et bureau-tique	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 5 ordinateurs desktops</li> <li>▪ 70 ordinateurs portables</li> <li>▪ 18 machines imprimantes</li> <li>▪ 5 machines photocopieuses</li> <li>▪ 1 générateur</li> </ul>
L'immobilier	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1 terrain à bâtir sis à Kiyange, zone Buterere, commune Ntangwa</li> <li>▪ 1 terrain à bâtir sis à Gitega</li> <li>▪ 1 terrain à usage agricole sis à Muyinga</li> </ul>

## 4. Les ressources humaines

Au 31 déc. 2018, l'effectif des employés de l'association ADISCO était de 92 personnes réparties dans ce tableau.

Nbre total employés	Hommes	Femmes	Universitaires	Humanités	Secondaires non réussi	Primaires
92	74	18	45	30	5	12

Ces employés sont soutenus par un réseau d'animateurs endogènes bénévoles, une assemblée générale de l'association composée de 25 membres dont 15 membres du conseil d'administration et 4 du comité exécutif.

## 5. Perspectives de l'organisation : Vers un nouvel ADISCO

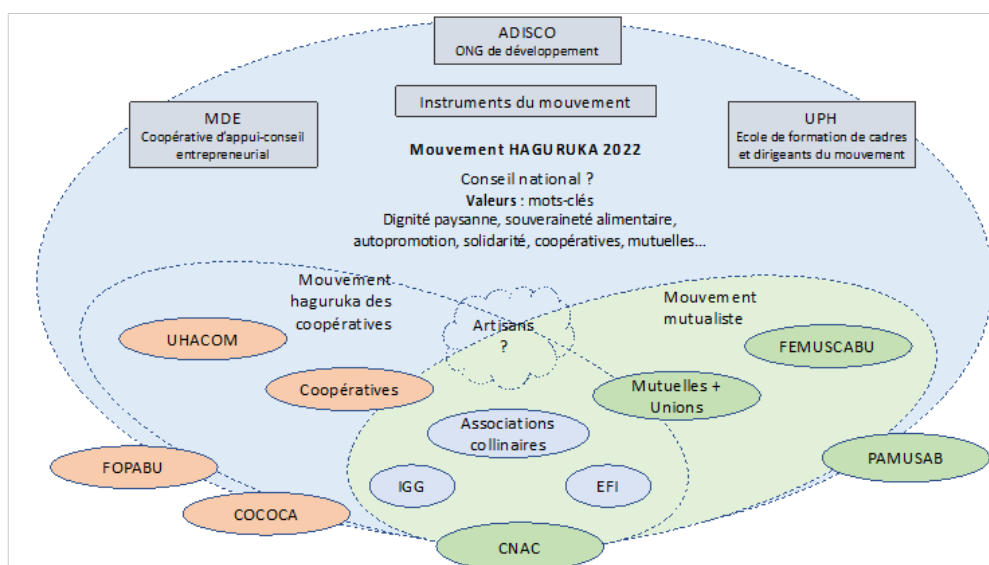
Après 12 ans d'existence, l'association ADISCO s'est considérablement agrandie et craignait vraisemblablement d'avoir perdu ses repères. Ceci a donc motivé l'organisation d'un atelier de réflexion visant une réorientation de sa vision,

mission et axes d'intervention. L'organisation de cet atelier stratégique est l'une des activités phares de l'année 2018. Elle a vu la participation des leaders des dynamiques accompagnées, des employés, des membres de l'organisation et des partenaires d'autres organisations de développement.

d'un mouvement social national capable de porter son propre développement et d'influencer les politiques au profit des couches modestes de la population ». Durant 12 années, elle s'est attelée à l'accomplir, ce qui lui a valu des résultats, des succès et des échecs. A la suite du séminaire stratégique, ADISCO a tiré des leçons de son passé et a décidé de revoir la forme du mouvement HAGURUKA.

Rappelons que la mission de l'ADISCO est « Accompagner l'émergence et le développement

Ci-contre la nouvelle forme du mouvement proposé.



Cette proposition devra être validée par les instances des différentes organisations. Comme changement, ADISCO fait désormais partie du mouvement Haguruka. Avec l'UPH et la MDE, ils constituent des instruments utiles pour la construction de l'UHACOM, de la FEMUSCABU et des entreprises.

## NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS



### Avec le financement de





## LISTE DES ACRONYMES

ABEJ	: Agence Burundaise pour l'Emploi des Jeunes	OBR	: Office Burundais des Recettes
ADISCO	: Appui au Développement Intégral et la Solidarité sur les Collines	OP	: Organisations Paysanne
AG	: Assemblée Générale	PAESA	: Projet d'Autopromotion Entrepreneurial pour atteindre la Sécurité Alimentaire dans les collines des provinces Bubanza et Cibitoke
AGR	: Activités Génératrices des Revenus	PAMUSAB	: Plateforme des Acteurs des Mutuelles de Santé au Burundi
BBIN	: Burundi Business Incubator	PAPAB	: Programme d'Appui à la Productivité Agricole au Burundi
BIF	: francs Burundais	PIP	: Plan Intégré Paysan
CALYD	: Coffee and Alternatives for Local Youth Development	PME	: Petites et Moyennes Entreprises
CAM	: Carte d'Assistance Maladie	PNSEB	: Programme Nationale de Subvention des Engrais au Burundi
CGRN	: Comité de Gestion des Ressources Naturelles	PRCCRCC	: Projet de renforcement Communautaire pour la résilience aux effets du Changement Climatique
CVGDH	: Cellules de Veille Genre et Droits Humains	PROMOUVH	: Programme de renforcement du mouvement Haguruka
ECOSOL	: Economie sociale et solidaire	PTF	: Partenaires techniques et financiers
EFI	: Exploitations Familiales Intégrées	RAFICOM	: Renforcement de l'autonomie financière des coopératives multifilières
FABI	: Faculté d'Agronomie et de Bioingénierie	SCERT	: Société coopérative d'étude et de réalisation technique
FAHR	: Fonds pour l'Amélioration de l'Habitat Rural	SEP/CNPS	: Secrétariat exécutif permanent de la commission nationale de protection sociale
FEMUSCA-BU	: Fédération des Mutuelles des Caféculteurs du Burundi	SG	: Secrétariat général
IESS	: Initiatives d'Economie Sociale et Solidaire	UHACOM	: Union Hagurula des Coopératives Mutifilières
IGG	: Imigwi yo Gutererana no Gufatana mu nda	UPH	: Université Populaire Haguruka
LVDC	: La Vois Des Collines	VSLA	: villages saving and loan association
MDE	: Maison De l'Entrepreneur.		
MS	: Mutuelle de Santé		
MUSCABU	: Mutuelles de Santé des Caféculteurs du Burundi		
OBEM	: Office Burundais pour l'Emploi et la Main d'œuvre		

